

Rev 712

A. H. N.
S. GUERRA CIVIL



regards

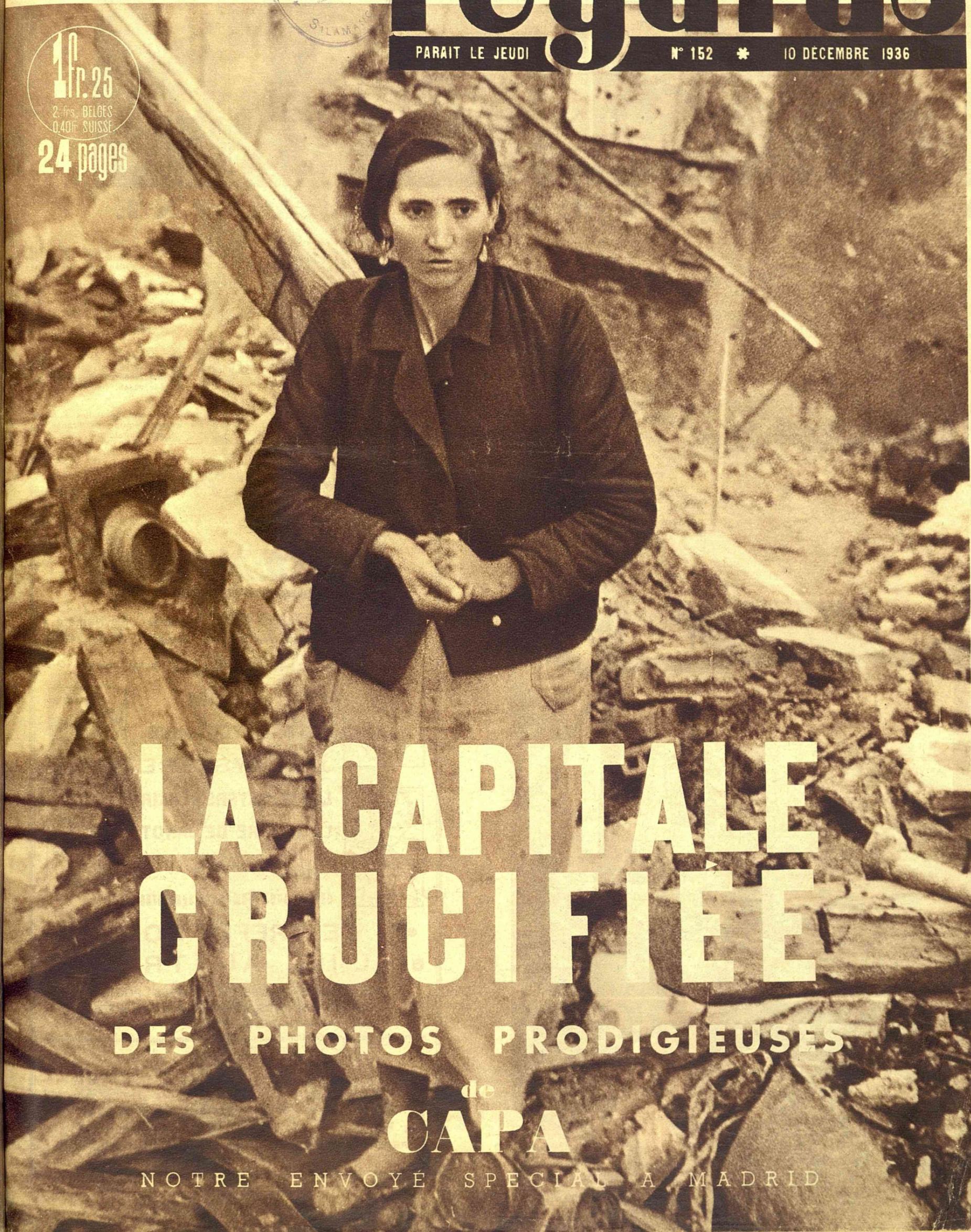
PARAIT LE JEUDI

N° 152



10 DECEMBRE 1936

10 fr. 25
2 frs. BELGES
0.40fr. SUISSE
24 pages



LA CAPITALE CRUCIFIEE

DES PHOTOS PRODIGIEUSES

de

CAPA

NOTRE ENVOYÉ SPECIAL A MADRID



ACTUALITÉS DE LA SEMAINE



1. — Un grand meeting s'est tenu dimanche soir au Vel' d'Hiv', pour l'Espagne républicaine. Marcel CACHIN, Léon ARCHIMBAUD, V. BASCH, Léon JOUHAUX, ZYROMSKI, André CHAMSON, d'autres encore, y ont pris la parole. Une foule considérable y a réclamé la levée du blocus et protesté contre l'inadmissible mesure interdisant au président COMPANYS l'entrée du territoire français. Sur la photo : la tribune pendant le discours de Victor BASCH.

2 et 3. — « L'Humanité » a donné samedi au Vel' d'Hiv' une fête qui a obtenu un très grand succès. On voit à gauche la chorale populaire de Paris sous la direction de PETERS-ROSSET, à droite VAILLANT-COUTURIER, rédacteur en chef de « L'Humanité », prononçant une allocution.

4. — Les débris du bi-moteur de la Luftansa, allant d'Espagne à Stuttgart, qui s'est écrasé dans les Alpes, contre la pointe de l'Almet, à 2.200 mètres d'altitude. Six corps ont été retrouvés, dont ceux de plusieurs Espagnols et d'un officier de la Reichswher, ainsi que des tracts portant la devise des rebelles espagnols « Arriba Espana ». Qui osera encore nier, après cette nouvelle preuve, que les factieux espagnols sont dirigés de Berlin ?

5. — Un aspect des travaux de la nouvelle Faculté de Médecine de Paris, qui s'élèvera à la place de l'ancien hôpital de la Charité, rue Jacob.

6. — L'équipe du Pays de Galles a battu, en rugby à treize, l'équipe de France, au Stade Buffalo.

Demandez partout

Mon camarade

Le Numéro : *L'Illustré de la Jeunesse* Le Numéro :
0 fr. 40 paraissant tous les Jeudis 0 fr. 40

DANS CHAQUE NUMÉRO :



PAT' SOUM
TOTO et TOUTOUNE
JIM MYSTÈRE



LES GANSTERS de l'AIR
LA LETTRE DE JANOT



et

deux grands Romans d'aventures

♣ **LE TRÈFLE NOIR** ♣
et **L'ILE AU TRÉSOR**

BRICOLAGES, VARIÉTÉS, TIMBRES POSTES
AVIATION; SPORTS, VOYAGES, DÉCOUVERTES
ETC., ETC.

ABONNEMENTS :

France..	6 mois : 9 fr. 50	12 mois : 18 fr.
Belgique (francs français) ..	13 fr. 50	27 fr.
Etranger	19 fr.	36 fr.

E. S. I. 24, RUE RACINE, PARIS (6^e)
Chèque postal : Paris 974-41.

SUPERBES PRIMES à tout nouvel abonnement ou réabonnement à cette nouvelle série.

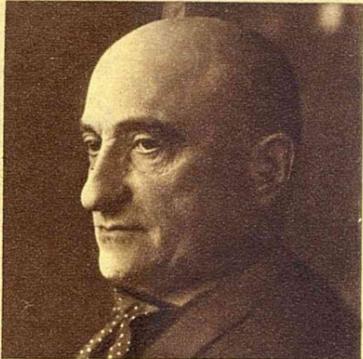
Le rassemblement populaire contre le blocus

AU MEETING QUI S'EST TENU DIMANCHE AU VELODROME D'HIVER, DES REPRESENTANTS DES PRINCIPALES ORGANISATIONS ET DES PRINCIPAUX PARTIS COMPOSANT LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE — C. G. T., LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, INTELLECTUELS ANTIFASCISTES, PARTI COMMUNISTE, PARTI SOCIALISTE, PARTI RADICAL — ONT AFFIRME LA NECESSITE DE LEVER LE BLOCUS QUI ASSASSINE L'ESPAGNE REPUBLICAINE ET MENACE LA PAIX DU MONDE. IL NOUS A SEMBLE UTILE, CES DECLARATIONS VENANT AU LENDEMAIN DE LA DISCUSSION QUE L'ON SAIT A LA CHAMBRE, DE LES METTRE SOUS LES YEUX DE NOS LECTEURS :

Léon JOUHAUX



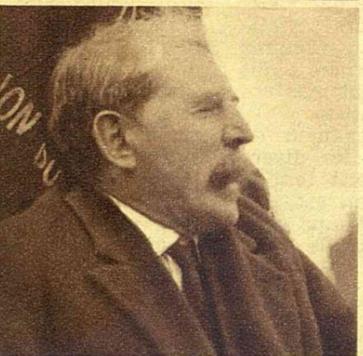
Victor BASCH



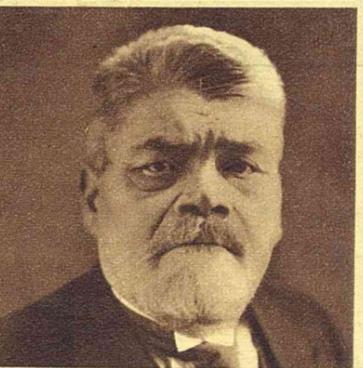
Paul LANGEVIN



Marcel CACHIN



Léon ARCHIMBAUD



Jean ZYROMSKI



CETTE action, les adhérents de la C. G. T. la continueront demain parce qu'elle est indispensable, non seulement pour nos camarades, mais pour nous-mêmes. La lutte des Espagnols est la lutte pour la liberté de tous les peuples. Si, derrière les Pyrénées, le fascisme venait à être victorieux, il pourrait l'être demain dans notre pays. Hier encore, notre Internationale réunie affirmait à nouveau le droit imprescriptible des républicains espagnols à être secourus et le devoir de tous les travailleurs du monde de les secourir. Elle décidait le blocus effectif de tout ravitaillement à destination des rebelles.

« Il n'y pas de neutralité... »

LEON JOUHAUX,
Secrétaire Général de la C. G. T.

EN voulant éviter la guerre, c'est la guerre qu'on va provoquer. Si on avait soutenu au début, massivement, les gouvernementaux, il n'y aurait plus de rebelles; et maintenant encore, la France et l'Angleterre devraient agir en exigeant un sévère contrôle. Nous n'avons jamais parlé aux gouvernements fascistes avec la fermeté qu'il aurait fallu employer.

VICTOR BASCH,
Président de la Ligue des Droits de l'Homme
et Président du Rassemblement Populaire.

NOUS voulons la sécurité collective. Un geste concerté suffirait pour arrêter l'agression. Nos amis espagnols ne nous demandent pas d'intervenir, mais de leur livrer simplement des moyens de défense. Pour n'avoir pas vu le danger au début, on l'a augmenté. Si le gouvernement de Front Populaire auquel nous sommes si profondément attachés ne l'a pas compris, nous le lui disons : il faut lever le blocus pour sauver la paix.

PAUL LANGEVIN,
Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes.

VOUS êtes devant une situation plus tragique qu'en juillet. Chaque jour qui passe est une chance de plus pour la guerre que l'on veut éviter. Est-ce qu'on dira non quand la liberté et la démocratie seront étranglées sur toutes les terres d'Europe ?

André CHAMSON,
Directeur de Vendredi

COMME tous les orateurs réunis à cette tribune, les communistes réclament la levée du blocus imposé à l'Espagne républicaine. Dans les récentes discussions parlementaires, le gouvernement n'a présenté aucun argument sérieux pour justifier sa politique, dite de non-intervention. Il n'est pas exact de dire que l'immense majorité de notre pays approuve la politique du cabinet de Front populaire en Espagne. C'est le contraire qui est vrai. Toute la C. G. T. réclame la levée du blocus. Le parti communiste est de cet avis, ainsi que de très nombreux socialistes et radicaux.

« A-t-on le droit pour cela d'affirmer que les communistes veulent briser le Front populaire ? C'est une contre-vérité évidente. Ils désapprouvent et blâment le blocus de l'Espagne républicaine. Ils le disent. C'est leur droit. Mais demain comme hier, ils entendent collaborer étroitement et fraternellement à l'œuvre gouvernementale pour réaliser le programme du Rassemblement populaire. »

MARCEL CACHIN,
Sénateur communiste de la Seine.

NOUS disons à notre gouvernement : lorsque deux hommes se battent et que l'on fournit des armes à un seul, est-ce de la neutralité ? Et nous, radicaux, demandons la levée du blocus. Lutter pour l'Espagne, c'est lutter pour le pain, la paix et la liberté, pour le Rassemblement populaire... La lutte en Espagne a été déclenchée par Hitler lui-même. Les peuples ont le droit de se donner le gouvernement qui leur plaît, Hitler devrait le savoir... L'union du peuple fera lever le blocus. Faisons tous nos efforts pour éviter la désunion du Rassemblement populaire. Par notre union, nous arriverons à empêcher que le blocus continue et à faire triompher nos camarades espagnols.

LEON ARCHIMBAUD,
Député radical-socialiste de la Drôme.

LA politique de non-intervention, nous ne nous inclinons pas devant elle. Cette politique, loin d'avoir amélioré la situation internationale, l'a au contraire aggravée.

« Léon Blum lui-même a déclaré, il y a quelques jours, que la situation n'avait jamais été aussi tendue. Il faut en finir avec la politique dite de neutralité. »

JEAN ZYROMSKI,
Parti Socialiste.

DES FONCTIONNAIRES REPUBLICAINS !

par
LÉON ARCHIMBAUD
Député de la Drôme

LES troupes des généraux rebelles sont en train de dévaster l'Espagne. Une démocratie risque de disparaître, égorgée par ceux qui auraient dû la défendre. Il y a là pour nous matière à de sérieuses réflexions. Nous ne sommes certes pas au point de l'Espagne. Notre prolétariat occupe dans la vie économique du pays une place qui en fait est pour les puissances d'argent un rival redoutable. Nos classes moyennes sont éclairées, émancipées, heureusement, de la terrible tutelle politique des Eglises. Je crois qu'un crime comme celui que commettent contre leur patrie les généraux rebelles n'est pas possible en France. Des officiers appelant contre les leurs les troupes de mercenaires marocains, des politiciens mettant leur pays à feu et à sang pour s'emparer du pouvoir... non! je ne puis croire qu'une honte semblable puisse nous échoir.

Et pourtant nous devons veiller ! L'histoire du XIX^e siècle nous apprend ce que peuvent les privilégiés quand ils se sont sentis menacés et qu'ils ont repris pouvoir. Il y a les exemples de la terreur blanche, de la répression de la Commune...

C'est une raison pour nous, pour le Gouvernement de Front Populaire, de se montrer non seulement extrêmement vigilant, mais encore extrêmement fort. Le Gouvernement est aujourd'hui très nettement l'expression de la volonté populaire, de l'intérêt public contre les oligarchies. C'est la première fois depuis 1875 qu'un gouvernement est appuyé sur un mouvement de masse aussi continu et aussi puissant. Tant qu'on pouvait considérer la République comme la création de politiciens et de philosophes, il pouvait être permis de la combattre, d'essayer par tous les moyens de déshonorer ses chefs, de ridiculiser ses principes et de tourner ses lois.

Cela n'est plus tolérable aujourd'hui.

Le vieux distinguo d'une bourgeoisie en mal de fonder une aristocratie et de rétablir l'ancien régime, après avoir tout fait pour le renverser et qui prétendait séparer la France de la République ne doit plus être admis. La République, c'est la France, la France épargnante et travailleuse.

Nous ne devons plus tolérer que sous prétexte de philosophisme ou de convictions métaphysiques, de hauts fonctionnaires et des officiers prétendent aimer la France et haïr la République. La neutralité même ne doit pas suffire. Trop longtemps dans les Universités, certains professeurs se sont appliqués à désapprendre aux enfants du peuple ce que l'instituteur public leur avait appris : l'amour de notre Grande Révolution.

Qu'est-il sorti de cet enseignement?

Un esprit critique hypertrophié, l'amour de l'opposition, de la singularité, et surtout le mépris des masses populaires, — le mépris du peuple, ce qui est la fin de tout!

Il ne s'agit point de demander le conformisme à une philosophie inventée d'hier — comme le font actuellement les nazis en Allemagne. — La philosophie que défend la République ne se distingue pas de l'humanisme sur lequel vit l'Europe depuis la Renaissance. Elle est exactement le contraire de l'esprit dogmatique, puisqu'elle proclame les droits de la raison; de l'esprit de privilège, puisqu'elle proclame la justice pour tous. Les oppresseurs sont ceux qui veulent se révolter contre elle et qui, sous prétexte que le peuple n'est pas capable de voir ses intérêts, en profitent pour l'opprimer sous le poids écrasant de leurs privilèges.

Ce sont ceux qui prétendent nous ramener au fétichisme du chef et à l'âge du dogme. Toutes ces choses ont été dites bien des fois et par nos plus grands penseurs. Mais il faut sans cesse les répéter : il faut les faire sentir. La pensée républicaine doit se faire respecter. Elle doit s'imposer à ceux qui prétendent servir le pays et, plus haut ils sont placés, plus grande est leur responsabilité, plus fermes nous devons être pour exiger d'eux une attitude et un esprit républicains.

Les événements qui se déroulent en Espagne doivent être pour notre Gouvernement une invitation pressante d'agir avec énergie dans ce sens. C'est dans la mesure où l'on se montre fort que l'on peut se faire respecter. Il n'y a pas d'autre façon de persuader ceux dont les intérêts sont à l'opposé de l'idéal républicain. L'énergie républicaine seule peut leur faire comprendre qu'il est de leur intérêt de ne pas essayer de se dresser contre le peuple.



Au 8^e Congrès des Soviets, le maréchal BLUCHER (à droite), en conversation pendant une suspension de séance avec le général TAKIR, commandant la circonscription militaire de Kiev.

L' URSS et la LIBERTÉ

Un aperçu de la nouvelle Constitution Soviétique

par **ANDRÉ RIBARD**

LA nouvelle constitution soviétique que viennent de se donner les travailleurs soviétiques, rapportée par Staline au Congrès des Soviets du 25 novembre dernier, a mis de nouveau en lumière les problèmes essentiels de la construction socialiste.

Parmi les questions que soulève l'examen de cette constitution où sont réglés pour les divers peuples qui composent l'Union, les droits fondamentaux de l'homme qui travaille, il en est une qui demeurera sans doute encore longtemps obscure dans l'esprit de bien des Français. Je veux parler de la Liberté. C'est à vrai dire en définitive, à cette question que se réduisent peu à peu

tant d'objections qui ont d'abord fait partie d'un système de calomnie et qui maintenant s'expriment souvent avec bonne foi. Dans les temps où nous sommes, à la veille d'événements si graves, il est naturel que le problème de leur liberté domine l'anxiété des Français. Mais le jour où ils auront vraiment compris la nature de cette liberté et restitué à ce mot son sens complet, ce jour-là, les temps seront proches d'une liberté accomplie par la libération des hommes qui travaillent : alors ce sera chez nous, comme en U.R.S.S., l'édification socialiste dont la nouvelle Constitution Soviétique nous représente une si importante étape.

Dans nos têtes, résonnent toujours cent cir-



Un aspect de la salle pendant le Congrès.

quante années de discours sur la Liberté, tous pleins de mots sans signification et de ce verbalisme à antithèse, à quoi se réduit trop souvent notre éloquence nationale. Faudra-t-il donc attendre, pour prendre le sentiment des réalités, que nous franchissions à notre tour « notre propre expérience » ?

Pour mettre un terme à ce subtil malentendu qu'exploite la grande bourgeoisie, faudra-t-il le choc social où crévent comme des bulles les mots sans consistance ? N'a-t-on pas eu encore tout récemment le témoignage de cette incompréhension en lisant sur la liberté soviétique les pages d'un grand écrivain fort ignorant du Léninisme, en entendant un Ministre réhabilité par le Peuple, traiter de « barbares » un autre peuple de 170 millions d'hommes libres ? Ne fait-on point chaque jour l'épreuve de cette ignorance en entendant parmi les classes moyennes proclamer leur haine de toute dictature, de droite comme de gauche ?

Cette confusion sert les intérêts du fascisme. Elle tend à dissocier les travailleurs aisés des masses plus pauvres. Elle spéculé sur la frayeur qu'inspire depuis 1917, la dictature du prolétariat.

Certes, il est aisé d'apercevoir dans la dictature de droite l'autorité d'un homme, encore que pour expliquer ce chef, nombre de Français se limitent à l'évocation de sentiments dits « nationaux » et omettent systématiquement les intérêts financiers qui derrière cet homme maintiennent l'autorité de l'exploitation capitaliste. C'est à partir de l'instant où l'on a dénoncé ces intérêts financiers au pro-

fit d'une classe très restreinte, que l'on comprend combien la dictature du prolétariat en diffère dans son contenu social.

La constitution soviétique apparaît alors comme la garantie légale de la classe au pouvoir, c'est-à-dire de la totalité des hommes qui travaillent et qui ne vivent que du produit de leur travail. A la dictature fasciste de quelques-uns sur le nombre, s'oppose la dictature populaire du nombre sur quelques-uns, les anciens exploités en voie de disparition. Cette liberté individuelle à laquelle le Français est par tempérament et par le jeu de ses formes de production si profondément attaché, se montre enfin dans toute sa force: une liberté dont le système économique n'est plus l'irréductible ennemi, mais dont il devient la terre forte et généreuse où l'homme va pouvoir se développer.

C'est un fait absolu que la liberté ne commence qu'avec la sécurité. Liberté pour quelques-uns dans une démocratie bourgeoise, parce que sécurité pour quelques-uns. J'avais en mars dernier tenté dans « Le Peuple au Pouvoir » de définir cette qualité économique de la liberté. La dernière dévaluation, la hausse du coût de la vie, la politique patronale d'agression, tout cela est venu, en dépit et en raison même de la victoire électorale de mai, confirmer cette définition marxiste de la liberté, liée au régime de la production. Dans le régime de la production capitaliste, le fascisme est sa crispation politique et ses prochaines secousses internationales atteindront une fois de plus les classes moyennes, déjà suffisamment ruinées depuis 20 ans.

Certes, la grande bourgeoisie pourra peut-être encore leur laisser le droit de se tenir pour libres, mais à quoi bon pareille affirmation, lorsque autour de soi aucune décision économique ou sociale ne vous appartient et que les volontés électorales sont, à chaque instant, bafouées ou contredites ?

La nouvelle constitution soviétique a préféré consacrer la liberté individuelle par la liquidation socialiste du régime antérieur de production. Fondée sur la sécurité individuelle du producteur, la liberté ne commence qu'avec la propriété collective des instruments de production. Il ne s'agit point de nier la propriété individuelle et Lénine et Marx n'ont jamais dit que le socialisme l'abolirait. Ils ont dit que l'homme devait vivre de son travail et non point de l'exploitation du voisin. Chez un peuple aussi laborieux que le Français, une telle formule ne saurait rencontrer de démenti dès l'instant qu'elle est comprise. Pour en protéger l'accomplissement, quel peuple ne comprendra à son tour qu'il y faille toute l'autorité des masses populaires ? Les impuissances du gouvernement de Front Populaire à l'égard du grand patronat ne sont-elles pas la justification de cette dictature démocratique ? Lénine a souvent souligné les obstacles que rencontrerait le développement de cette sécurité et de cette liberté populaires. Il avait bien vu qu'à côté des résistances normales de l'ennemi commun, il y aurait celles de l'incompréhension dans les rangs mêmes de ceux qui en seront les premiers bénéficiaires. En pleine guerre civile, au début de 1920, Lénine ne négligeait point de tracer le plan d'une brochure sur la Liberté, telle que vient de la proclamer la nouvelle Constitution, telle que pouvait seule y parvenir une dictature du prolétariat. Il ne s'agit donc point à ce mot, de trancher le problème en haussant les épaules. L'affaire est assez grave pour qu'on prenne souci d'y réfléchir.

La première constitution de 1925 énonçait en U.R.S.S. l'œuvre à accomplir. La nouvelle constitution de 1936 fait le bilan des réalisations pour proclamer les conditions socialistes de la production. Cela n'est plus nié par personne. Il apparaît alors que sur ce nouveau système économique — le socialisme — va se dégager une forme neuve de liberté, qui ne sera pas d'ailleurs, elle non plus, celle que plus tard, à son tour, réalisera le Communisme.

Est-ce donc à dire que l'U.R.S.S. a tout fait et qu'il ne reste plus rien à bâtir ? Ce n'est pas le parti des bolcheviks qui pourrait se donner le ridicule d'une semblable affirmation, alors que ce parti se réclame d'une méthode d'esprit où le devoir social joue le rôle essentiel de l'analyse.

La constitution soviétique garantit justement ces perspectives infinies de développement en interdisant, par la propriété collective des moyens de production, le retour à toute appropriation individuelle de ces ressources d'exploitation. Quelles que soient les réactions psychologiques que l'on ait pu individuellement enregistrer, il n'en reste pas moins qu'on a là-bas le spectacle d'un peuple engagé sur une voie où liberté et sécurité étant garanties à tous par le travail, il se fera pour un nouvel avenir une épuration de la conscience, une rééducation intérieure de la pensée — beauté et hauteur véritables du socialisme. N'est-ce point en définitive à l'homme que tout doit aboutir ?

(Suite page 16.)

ERTÉ

RIBARI

partie d'un
ant s'expr
es temps
si graves,
berté domi
ils auron
berté et res
jour-là, le
accomplie pa
nt : alors
l'édificatio
ion Soviét
e.
s cent cit



STALINE
applaudissant un orateur, qui vient d'intervenir dans les débats sur son rapport.

Une usine, un foyer de culture. *

par
CHARLES VILDRAG

LE Plan prévoyait une production de onze cents machines pour l'année 35; après délibération, le personnel s'est imposé le chiffre de douze cent cinquante, ce qui valut à l'usine une prime de cinquante mille roubles.

Les procédés de travail s'améliorant, la machine qui revenait à vingt-neuf mille roubles en 1933, ne coûte plus que treize mille roubles de 1935, tandis que les salaires d'ouvriers non qualifiés sont passés de cent trente à deux cent cinquante roubles par mois. Les ouvriers qualifiés gagnent en moyenne six cents roubles. Aussi bien, il est difficile d'établir un rapport entre ces chiffres et ceux des salaires de l'Europe occidentale. D'abord par-

* Voir *Regards* du 3 décembre

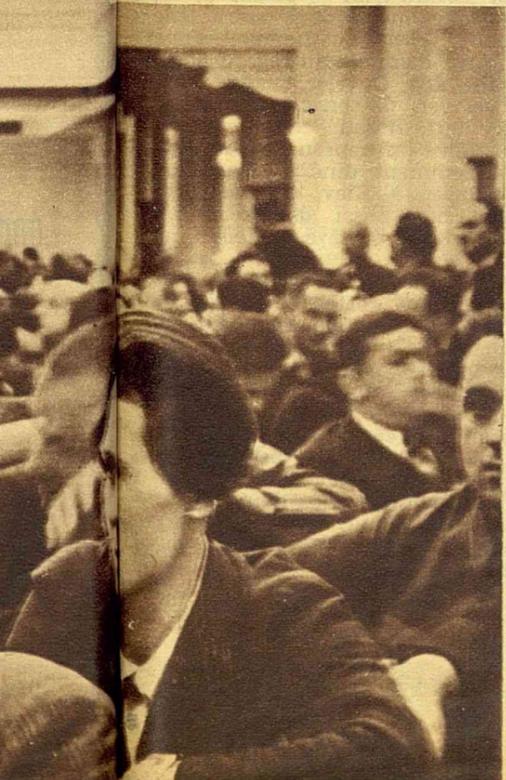
ce que les mensualités en numéraire ne représentent pas l'intégrité de la rétribution. Pour l'ouvrier soviétique, les soins médicaux, les médicaments, les loisirs, les divertissements sont gratuits; le prix de l'éclairage et celui des transports en commun sont insignifiants; celui du logement est établi proportionnellement au salaire de l'occupant et en tenant compte de ses charges de famille.

En outre, comme le travailleur russe a toujours eu tendance à se déplacer, à changer à la fois d'horizon et de métier, l'on s'efforce de le fixer dans la tâche souvent délicate à laquelle on vient de l'adapter, en favorisant l'ouvrier de cadre, professionnellement accompli. C'est ainsi que trois années de présence à l'Usine Ordjonikidzé donnent droit à un certain nombre d'avantages; notamment

à des congés supplémentaires et à une réduction de 50 % sur les loyers.

Enfin, la valeur d'achat du rouble ne cesse d'augmenter, à mesure que baisse le coût de la vie, c'est-à-dire à mesure que la production tend à satisfaire tous les besoins. Si le standard de vie se trouvait si bas il y a quelques années en U. R. S. S., ce n'était pas à cause de l'insuffisance des salaires, mais à cause de celle des produits à distribuer.

La monnaie n'étant qu'un moyen de répartition de ces produits, l'état socialiste augmente les salaires en raison de l'affluence des denrées. Il arrive même qu'il abaisse en même temps les prix de vente, ce qu'il a fait en octobre 1935, quelques jours avant mon départ de Moscou : La plupart des salaires furent sensiblement augmentés et les prix de tous





Dans chaque théâtre, un certain nombre de places est réservée aux ouvriers et ouvrières des usines.

les produits de première nécessité furent réduits, du jour au lendemain dans des proportions impressionnantes. C'est ainsi que ceux du pain et du beurre furent diminués de moitié. Cet événement déclencha l'enthousiasme dans toute l'Union où l'on tint de joyeux meetings. La France, vouée aux restrictions dans l'abondance, ignore cette heureuse nouvelle, bien que l'Agence Havas ait un correspondant à Moscou. Mais revenons à l'Usine Ordjonikidzé.

Après avoir traversé le hall où l'on travaille les grosses pièces, où de puissantes raboteuses cheminent contre les barres d'acier qu'elles façonnent à grand bruit, nous visitons l'atelier de montage et y passons en revue des machines prêtes à sortir de l'usine, leur éclat voilé d'huile épaisse et mordorée, les machines qui bientôt serviront à fabriquer d'autres machines.

Puis notre guide nous conduit dans un bureau pour nous y faire admirer un appareil de commandement et de contrôle de travail. Là, de son fauteuil, le directeur est informé, au moyen d'un petit rectangle rouge apparé sur un tableau, que telle machine a cessé de fonctionner. Par téléphone, il demande pourquoi. Il peut faire appeler n'importe quel chef d'atelier ou contremaître, au téléphone de son atelier : chacun a son chiffre ou sa couleur. Une puissante sonnerie, dans telle ou telle partie de l'usine, fait lever tous les yeux vers un cadre lumineux où le chiffre apparaît. De son bureau, le Directeur peut faire une communication, voire une conférence à tout le personnel,

Le contrôle automatique.



sans que personne quitte son poste.

Evidemment, cet ingénieux appareil peut réaliser une grande économie de temps. Mais il est d'un usage récent, n'a pu faire encore ses preuves et sa valeur, quant à présent, me semble surtout théorique. Lorsque nous sommes entrés dans ce bureau, il était vide. Personne pour guetter l'apparition éventuelle des petits signaux rouges. Notre guide, que ce dispositif enchantait comme un jouet merveilleux et tout neuf, a dû, pour nous faire une démonstration, téléphoner à une équipe d'arrêter son travail.

Toute l'efficacité de la surveillance automatique sera peut-être dans sa légende? A moins que son application courante ne se puisse concilier avec cette cordialité dans le commandement, cette notion d'égalité sur le plan social, dont la tradition paraît bien établie. Et pourquoi pas?

On a pu dire que l'U.R.S.S. s'américanisait, se germanisait. Observation bien superficielle, qui ne correspond qu'à l'équipement, à l'audace technique et pas du tout à l'esprit. La fièvre russe n'offre aucun rapport avec la hâte américaine, exclusivement méthodique, et l'on pense bien que le *time is money* ne domine point l'activité du citoyen soviétique.

Quand à la discipline russe, elle vient en réaction courageuse contre un esprit velléitaire et trop souvent désordonné : c'est une fille de bonne volonté qui se contraint aux plus dures étapes, mais ne saurait marcher au pas de l'oie.

En parcourant tout à l'heure les ateliers mixtes, je trouvais peut-être excessif le sérieux de cette jeunesse et son application presque trop soutenue. Je déplorais qu'un charmant garçon ajusteur, tout en desserrant son étai n'eût pas levé la tête, le temps de dédier un regard et un sourire à la petite camarade qui passait.

Mais comme nous revenions sur nos pas pour sortir de l'usine, j'ai de quoi me rassurer. L'ajusteur vient de quit-

ter sa place; il va dire deux mots à cette blonde, là-bas, dont le tour est arrêté. Je vois clairement à leur contenance, à tous deux, qu'il ne s'agit pas de résoudre un problème technique. La petite donne, du chef, un acquiescement joyeux et réitéré, puis le garçon, sans hâte et sans inquiétude, regagne son établi.

Allons aux réfectoires. Si vastes qu'ils soient, ils ne sauraient contenir tout le personnel. Mais c'est l'heure du premier service. Nous retrouvons les jardins rutilants sous le soleil d'été, avec leurs glaieuls, leurs zinnias, leurs géraniums. De nombreux ouvriers s'immobilisent dans les allées pour parcourir leur journal. Car les journaux viennent d'arriver : on fait la queue pour les acheter, au rez-de-chaussée du bâtiment où nous entrons, celui des réfectoires.

C'est au premier étage que l'on déjeune. Il faut gravir un large escalier aux rampes massives et bordé, comme ses paliers, d'une profusion de plantes vertes.

Cet escalier débouche au milieu d'une grande salle, presque entièrement vitrée du côté des jardins, où plusieurs centaines d'ouvriers et d'ouvrières mangent par tables rondes de quatre à six couverts.

Au fond de la salle, derrière de longs comptoirs où les serveuses viennent chercher les assiettes garnies, apparaissent les cuisines.

Il y a trois réfectoires : celui qui

reçoit indistinctement tous les ouvriers, c'est-à-dire le plus grand nombre. Le prix des plats est affiché : soupe, 30 kopeck; plat de viande garnie, 70 kopeck; plat de légumes, 40 kopeck. Le service est, comme toujours en Russie, sensiblement plus copieux qu'en France, mais la cuisine moins raffinée. On boit du thé.

Le second réfectoire est celui des oudarniki, ouvriers de choc, ceux qui fournissent volontairement un effort supplémentaire. L'oudarnik paie en roubles son déjeuner, particulièrement copieux et soigné.

Enfin, il y a, en outre d'une salle à manger réservée au personnel tech-



nique, le réfectoire des régimes, où les plats sont préparés spécialement et sans augmentation de prix, selon les indications des fiches médicales individuelles. Pour ces régimes alimentaires, l'Usine alloue un crédit de quarante mille roubles par an. Une quinzaine d'ouvriers et ouvrières sont là parmi lesquels un Allemand qui souffre de gastro-entérite et à qui l'on apporte un plat de pâtes au lait et une bouteille d'eau minérale. Il lit en mangeant et Luc Durtain l'interrompt dans sa lecture pour le plaisir de lui dire quelques mots dans sa langue maternelle. C'est un homme d'une quarantaine d'années au regard doux, aux traits fins. Ouvrier qualifié. Que lit-il? Des vers de son compatriote le pote Weinert, réfugié comme lui en U.R.S.S. Nous lui apprenons que nous avons récemment diné et fraternisé avec Weinert, à Kiev, et que nous sommes, nous aussi, des écrivains. L'homme sourit, se lève et nous tend la main...

Et nous voici de nouveau dans le jardin, prenant cette fois congé de notre guide. Un jeune homme plein d'enjouement et de vivacité veut nous photographier pour le journal de l'Usine. Il est muni du merveilleux petit appareil adopté par les reporters, licence ou contrefaçon soviétique du Leika allemand. Sa veste grise à martingale et sa chemise de fantaisie ne semblent pas celles d'un ouvrier. Qui est ce garçon? Un ouvrier de l'Usine, pourtant, qui jouit de quelques jours de repos.

Son appareil, dont il est fou, il l'a gagné à un concours d'échecs.

Charles VILDRAC.

L'affaire du BALZAC DE RODIN

UN Comité comprenant plus de cinq cents personnalités des lettres et des arts s'est constitué il y a quelques mois pour que la statue que Rodin sculpta de Balzac soit érigée sur une place de Paris. Comment se faisait-il donc qu'il existât une statue d'un de nos plus grands romanciers exécutée par le plus grand peut-être des sculpteurs français, et que celle-ci fut reléguée quelque part dans un musée qu'on visite peu, et non dressée dans un de ces carrefours parisiens qu'encombrent pourtant d'accablantes redingotes de marbre et de bronze ?

C'est qu'il y aura bientôt 40 ans, cette intelligence officielle qui boycottait Cézanne, Renoir, Manet, Seurat, Monest, bref tout l'art qui est l'honneur de la France du 19^e siècle, commit à l'égard de Rodin une éclatante injustice, qui, nous l'espérons, sera demain réparée.

En 1888, la Société des Gens de Lettres avait ouvert une souscription en vue d'élever une statue à Balzac sur une place de Paris. Le sculpteur Chapu avait été chargé d'exécuter ce monument, mais il mourut, ne laissant qu'une maquette de l'œuvre projetée. Peu après, en 1891, la Société des Gens de Lettres, dont Zola était alors président pour une année, décida de confier le monument Balzac à Rodin, qui allait atteindre l'apogée de sa gloire.

Rodin, qui avait peu de goût pour les commandes officielles n'accepta qu'à contre-cœur. On l'obligea à prendre l'engagement de terminer son œuvre dans un délai de dix-huit mois. Il devait travailler sept ans durant à son Balzac.

Les premières années se passèrent pour lui à visiter la Touraine à parcourir les routes de France, poussant même ses incursions jusqu'à l'étranger, à la recherche d'un modèle satisfaisant, d'un modèle qui réponde à l'idéal qu'il s'était donné. Ce ne fut qu'en 1897, six années après la commande officielle que le modèle tant désiré fut enfin trouvé, et que Rodin se mit à l'œuvre avec passion. La statue fut assez rapidement terminée et fut exposée au Salon du Champ de Mars de 1898.

C'est alors que commencèrent les malheurs de Rodin... Des polémiques éclatèrent rapidement autour de son « Balzac » qui choquait bien des idées reçues. Les critiques et les injures pleuvaient : Balzac n'a jamais été ainsi. Ce n'est même pas de la sculpture ! s'écriait-on. La Société des Gens de Lettres s'effraya de ces réactions passionnées. Au lieu de soutenir Rodin dans la tâche qu'elle lui avait assignée et défendre son œuvre contre l'incompréhension générale, elle se retourna contre lui. Et le 9 mai 1898, cette Société faisait publier une résolution officielle protestant contre « l'ébauche que Monsieur Rodin expose au Salon et dans laquelle elle se refuse à reconnaître la statue de Balzac. » Ce texte, étonnant d'incompréhension et d'injustice, avait été rédigé par Henri Lavedan depuis membre de l'Académie française et voté par les membres de la Société qui refusait ainsi de recevoir la « commande » qu'elle avait passée.

Cette injure officielle ne resta pas longtemps sans réponse. Quatre jours plus tard, sur l'initiative de M. Mathias Morhardt, un groupe d'amis et d'admirateurs de Rodin lançait une note de protestation — bientôt suivie d'une souscription — encourageant « de toute leur sympathie l'artiste à mener à bonne fin son œuvre sans s'arrêter aux circonstances actuelles et exprimant l'espoir que dans un pays noble et raffiné comme la France, il ne cessera d'être de la part du public l'objet des égards et du respect auquel lui donnent droit sa haute probité et son admirable carrière ».

Cette note fut le signal d'un déluge de protestations identiques, parmi lesquelles on relevait des noms illustres dans tous les domaines : Toulouse-Lautrec, Signac, Vincent d'Indy, Debussy, Bourdelle, Anatole France, Valéry et même Clemenceau.



Le dossier de cette vague de protestation a été publié il y a deux ans par M. Mathias Morhardt, dans un intéressant article du « Mercure de France » auquel nous empruntons de nombreux renseignements.

D'autres personnalités, tout aussi illustres et haut placés, se dérobèrent prudemment.

C'est ainsi que le jeune ministre Poincaré, qui n'était pas encore devenu Poincaré-la-Guerre, écrivait, avec une prudente lâcheté : « Quelle que soit ma respectueuse admiration pour le génie de Rodin, et quelle que soit ma haute et affectueuse estime pour sa personne, je ne juge pas que j'aie le droit de prendre part à une souscription qui, dans les conditions où elle se produit, peut en dépit des intentions, prêter à des malentendus. »

M. François de Curel, auteur dramatique, cousin et associé de MM. de Wendel, représentant éminent des 200 familles d'alors, n'osa pas prendre la responsabilité de sa dérobade, se retranche derrière le soi-disant goût du public, et juge que « le mérite de cette statue est dans tous les cas bien peu à la portée des foules, par conséquent bien assuré d'être incompris sur une place publique où la foule est chez elle ». Pauvre foule ! L'argument n'est pas mort aujourd'hui, loin de là ; le distributeur de production s'en sert pour faire avaler de mauvais films, l'éditeur pour vendre des romans pornographiques : « le public aime cela », dit-on pour justifier une position commode qui permet toutes les médiocrités, et... tous les bénéfices pour celui qui l'adopte.

L'attitude de Charles Maurras, dans l'affaire du Balzac, n'est pas moins significative. Dans ces temps lointains l'homme au couteau de cuisine s'essayait encore à jouer au philosophe et au penseur. Dans la lettre qu'il écrivit au Comité Rodin, il reprit point par point le texte de la protestation officielle et en éplucha tous les termes : « Je doute, dit-il, qu'il y

ait sujet (d'encourager) Rodin; je ne suis pas bien sûr que son œuvre, son effort, méritent de la (sympathie) ». Toute la lettre était sur ce ton. En conclusion, il prétendait que même s'il était motivé par des raisons politiques, le refus de la Société des Gens de Lettres ne serait pas valable, car, écrit-il : « La division du travail et la distinction des pouvoirs sont trop nécessaires, l'immixtion des artistes dans l'ordre de la politique est un trop ridicule fléau pour qu'on souffre que la politique soit à son tour mêlée à ces débats de l'ordre purement artistique. » Cette appréciation sous une telle plume est particulièrement savoureuse. On sait en effet que « l'artiste Maurras » n'a pas suivi ses propres théories et a préféré devenir lui-même un exemple du « ridicule fléau » qu'il condamnait ! On voit bien qu'il s'agissait ici moins de considérations théoriques que d'une pure et simple dérobade.

L'affaire du « Balzac » n'était, par

certain côtés, qu'un signe annonciateur d'une autre affaire qui allait éclater presqu'aussitôt, et où les intellectuels dignes de ce nom jouèrent un rôle de premier plan : l'Affaire Dreyfus.

La souscription organisée par les amis de Rodin n'avait pas été sitôt ouverte que les adhésions s'étaient comptées par centaines. Or la plupart des souscripteurs du monument de Balzac prirent parti pour Dreyfus. Ceux qui voulaient réparer l'injustice commise contre Rodin étaient tout naturellement les mêmes que ceux qui voulaient réparer l'injustice, infiniment plus grave qui avait été commise contre l'officier juif ; car ce sont toujours les mêmes qu'on retrouve lorsqu'il s'agit de défendre le droit, sous toutes ses formes.

Rodin fut ennuyé de la tournure que prenait le débat. En acceptant cette souscription dont presque tous les signataires avaient également signé les pétitions pour la révision du procès Dreyfus, il craignait de donner un sens politique à ce débat, uniquement artistique à son origine. Il décida donc de retirer purement et simplement son « Balzac » et de ne le livrer à aucun groupement quel qu'il fût. Ce souci de prudence et de neutralité ne fut d'ailleurs guère profitable pour Rodin : les adversaires de son « Balzac » continuèrent leurs attaques tout comme auparavant, et ne lui surent aucun gré de s'être détaché des Dreyfusards... La décision de Rodin, une fois prise, rien ne put l'inciter à revenir sur sa position ; tant qu'il vécut, il garda jalousement la propriété de son œuvre. La Société des Gens de Lettres, après avoir refusé le chef-d'œuvre de Rodin, fit ériger au début du siècle, un médiocre Balzac de Falguière, bonhomme de marbre assis, les jambes croisées, dans un coin de l'avenue de Friedland.

Il est temps qu'aujourd'hui cesse l'exil auquel de si fâcheuses circonstances condamneront cette œuvre admirable. Souhaitons donc que le Comité qui a pris l'initiative de cet acte de réparation puisse rapidement le mener à bonne fin.

De nombreuses souscriptions ont afflué depuis la constitution du Comité. Il est significatif qu'une des premières souscriptions recues pour ce monument ait été celle d'un parti qui porte au premier plan la défense de la Culture et de la justice, le parti communiste. Il est significatif aussi que les vieilles injures de jadis contre le Balzac aient été ramassées dans la poubelle de l'histoire, par M. Clément Vautel, un homme à qui le complice de Maurras, Léon Daudet, adresse fréquemment des félicitations publiques dans les colonnes de l'Action Française.

Il faut souhaiter que demain, pour le centenaire de la Comédie Humaine, le monument Balzac, dont le sculpteur est Rodin et l'architecte, le grand honnête homme et le grand artiste qu'est Francis Jourdain se dressera sur une place de Paris. Et ce jour-là le peuple saura bien montrer qu'il est capable d'apprécier un chef-d'œuvre. Claude JACQUIER.

25^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE PAUL LAFARGUE

La Charité Chrétienne	1.	Le Communisme et l'Évolution Économique; suivi du Patriotisme de la Bourgeoisie	1.
Le Droit à la Presse	1.		
La Religion du Capital	1.		

(Collection des Classiques Français du Socialisme)

VIENNENT DE PARAÎTRE :

WALTER SMITH

MARCEL KOCH

OU EN EST LE JAPON ?

QU'EST-CE QU'UN SOVIET ?

Une Brochure : 3 fr.

Une Brochure : 1 fr. 50

P. LANG

L'ALLIANCE DU TROTSKISME ET DU FASCISME
CONTRE LE SOCIALISME ET LA PAIX

Une Brochure : 3 fr.

ILYA EHRENBURG

NO PASARAN !

« ILS NE PASSERONT PAS » (Scènes de la Guerre Civile en Espagne)

Une Brochure : 1 fr.

ÉBRANLEMENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

PAR PAUL NIZAN

Les allures romanesques de l'aventure matrimoniale d'Edouard VIII ne doivent pas faire perdre de vue qu'il s'agit en vérité d'une crise constitutionnelle profonde, qui révèle pour la première fois publiquement l'ébranlement de l'Empire britannique.

Les faits sont assez connus : le roi Edouard décide d'épouser Mrs Simpson, une Américaine deux fois divorcée, depuis longtemps sa maîtresse. Là-dessus, l'opinion publique, alertée par l'évêque de Bradford, représentée par l'Eglise d'Angleterre, l'aristocratie, la bourgeoisie, et une partie importante du peuple, par le Parlement enfin, s'élève contre le projet du roi. Les Dominions s'émeuvent à leur tour.

Toute l'hypocrisie sociale et religieuse de l'Angleterre, le célèbre « cant » britannique, se mobilise contre le vœu du roi, mais derrière ce nuage moral, se développe une politique dont les véritables ressorts sont clairement mis à nu par le Times lorsqu'il écrit :

« Le mariage projeté offenserait et troublerait profondément nombre de sujets dans toutes les parties de la communauté britannique de nations, et causerait d'irréparables dommages à la monarchie anglaise, qui est, après tout, le plus grand lien entre les différents membres de l'Empire. »

Entendons par là que le Gouvernement d'Union Nationale qui représente le pouvoir des industriels, des financiers, de la « gentry » terrienne se rend parfaitement compte que toute controverse publique sur la personne du roi affaiblit l'idée monarchique. Jusqu'ici, la confiance générale dans la royauté a protégé les groupes sociaux au pouvoir : il faut bien dire qu'une fraction importante du peuple anglais conserve la confiance dans la bourgeoisie et que rien n'a mieux servi les classes dominantes à conserver cette confiance que leur association avec la royauté. Ce n'est pas au moment où un mouvement ouvrier indépendant grandit en Angleterre, où monte l'antifascisme, que M. Baldwin peut regarder à la légère l'affaiblissement de cette barrière sociale que constitue l'idée monarchique. D'autre part, les Dominions ne sont liés à la Grande-Bretagne que par un lien personnel d'allégeance avec le roi : on peut tout craindre pour l'unité de l'Empire d'un affaiblissement de ce lien.

On sait que les tentatives de compromis ont échoué : des journaux avaient proposé qu'Edouard VIII s'unît à Mrs Simpson par un mariage morganatique, qui n'eût conféré à la femme du roi aucun privilège de reine. M. Baldwin a coupé

court à cette solution par sa déclaration aux Communes, le 4 décembre. Le Premier a dit :

« Certains organes de presse ont suggéré hier et aujourd'hui que si le roi décidait de se marier, sa femme pourrait ne pas devenir reine. Ces idées n'ont pas de fondement constitutionnel. Notre loi ne connaît pas ce qu'on appelle mariage morganatique. Le Royal Marriages Act de 1772 ne s'applique pas au Souverain lui-même... La dame que le roi épouse, par le fait de son mariage, devient nécessairement reine... Le seul moyen possible d'éviter ce résultat serait une législation traitant ce cas particulier. Le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à présenter une telle législation. »

Cette déclaration qui avait eu sans nul doute l'assentiment préalable des chefs de l'opposition travailliste et libérale, M. Attlee et Sir Archibald Sinclair, fut applaudie par la quasi unanimité des Communes.

Aussi bien, l'idée de mariage morganatique est-elle étrangère au droit anglais : c'est une idée « continentale », d'origine allemande, qui ne fut introduite en Grande-Bretagne qu'à la fin du XVIII^e siècle par un prince de Hanovre, George III. Mais le Royal Marriages Act de 1772 ne concerne que les princes de la famille royale et non le roi, qui peut se marier à son gré, à la restriction près de l'Act of Settlement de 1689 qui lui interdit de prendre pour femme une catholique romaine. Sa décision n'est limitée, comme dit le Times, que par « son sentiment de ce qui est dû à l'autorité et à la dignité du trône. » C'est là le centre de cet étrange débat ; le Parlement, en refusant au roi un mariage morganatique, se refuse à « établir en droit certaines disqualifications qui sont déjà, du consentement universel, établies en fait ». Aux yeux de l'opinion bourgeoise, c'est bien en effet ce qui semble compter : Mrs Simpson, en raison de sa vie agitée, de l'existence de deux maris vivants, est « disqualifiée » et « impropre à la fonction de reine ». On n'accepte point de la voir accéder aux privilèges royaux, dont les uns sont considérables, puisqu'elle assure la continuité dynastique, dont les autres sont simplement comiques, comme le droit de recevoir la queue de toutes les baleines pêchées par des baleiniers anglais.

LE ROI CONTRE BALDWIN

Un conflit grave oppose donc Edouard VIII à ses ministres. Trois solutions sont possibles : il s'incline, il abdique ou il lutte.

S'il s'incline et renonce à son projet de mariage, la victoire bourgeoise de M. Baldwin est complète. Après un scandale sur lequel le silence retombe, le roi redevient un personnage symbolique, la royauté le mythe qui protège la domination démocratique de la bourgeoisie anglaise.

S'il abdique, il est remplacé par le duc d'York. Mais des complications nouvelles interviennent : déjà, l'Irlande a fait connaître qu'elle ne reconnaîtrait pas le nouveau roi. Tel ou tel dominion peut refuser de rompre le lien personnel qui le lie à Edouard VIII, qui pourrait par exemple cesser d'être roi d'Angleterre pour rester roi de Nouvelle-Zélande. D'autre part, comme en droit constitutionnel anglais, l'abdication n'affecte pas



Le roi... et la bergère.

la succession, les enfants qui viendraient à naître du roi détroné et de Mrs Simpson seraient les héritiers du trône, avant les enfants du duc d'York.

Le troisième cas est évidemment le plus grave et il semble à l'heure où nous écrivons qu'Edouard VIII incline à cette solution. Car la question posée est alors celle des rapports entre le pouvoir royal et le pouvoir parlementaire. Toute l'histoire anglaise depuis deux cent cinquante ans s'est résumée par un affaiblissement graduel de la prérogative royale. Depuis Guillaume III, le roi n'a plus exercé le droit de veto et le dernier acte personnel d'un roi a été la formation du Gouvernement d'Union Nationale présidé par R. Mac Donald. Le Parlement est seul maître du droit de lever l'impôt et « contrôler » l'armée.

Plus d'un signe indiquait que le nouveau roi supportait impatiemment une situation constitutionnelle dans laquelle le roi règne et ne gouverne pas, et que ses ambitions personnelles visaient à un renforcement autoritaire de la royauté. Ses goûts, ses amitiés lui ont fait depuis longtemps haïr les cercles dirigeants de la bourgeoisie et de l'aristocratie : on a souvent pris naïvement pour des manifestations « démocratiques » ce qui était plutôt démagogie à la mode fasciste. On peut regarder l'aventure Simpson comme une épreuve de force voulue par le roi : le prétexte n'est pas si mal choisi. Mrs Simpson émeut tout un romanque populaire qui peut trouver touchante la cause du roi, alors que la résistance de M. Baldwin peut paraître dictée par les préjugés sociaux et religieux.

La situation est fort complexe, parce que pas un des adversaires n'expose ses vrais motifs : tous les jeux sont truqués. Le roi pense pouvoir et dit amour. M. Baldwin pense également pouvoir et dit dignité du Parlement, si bien qu'il a l'appui de la gauche libérale et travailliste. En apparence, le Premier défend la vieille tradition démocratique, celle-là même qui s'exprima jadis à propos d'un conflit avec le roi par les mots de Lord Macaulay : « Céder, abdiquer, ou combattre. » C'est pourquoi on voit, faisant le jeu conservateur, M. Attlee appuyer M. Baldwin, et Ernest Bevin, président du Conseil des Trade Unions, s'écrier :

« Nous ne pouvons pas renoncer à la suprématie du Parlement. »

D'autre part, on voit se former ce « parti du roi » qui n'existait plus depuis 150 ans. A Londres, des groupes fascistes ont manifesté aux cris de « C'est Edouard VIII qu'il nous faut ! Vive le roi ! A mort les politiciens ! » Un de ces Anciens Combattants que le Prince de Galles avait su s'attacher écrit au News Chronicle :

« C'est Edouard qu'il nous faut. Nous avons confiance en lui. Il a été notre ca-

marade dans la guerre et dans la paix. Nous croyons que lui seul peut accomplir la tâche urgente qu'exige le pays. »

Des personnalités fascistes, comme Lord Rothermere, comme Sir Oswald Mosley, chef des Black Shirts, prennent parti pour le roi. Et on conçoit bien que les fascistes contre qui le Gouvernement Baldwin vient de prendre une série de mesures, d'ailleurs fort indulgentes, saisissent l'occasion de lutter contre lui.

Mais voici que Winston Churchill, dans un retentissant manifeste, suivi des Jeunes Tories, se range aux côtés d'Edouard VIII. M. Arnold Wilson, conservateur, et le colonel Wedgwood, travailliste, demandent qu'on laisse au moins au roi le temps de la réflexion. G. B. Shaw attaque violemment le ministère et l'église. Sir Stafford Cripps, travailliste d'extrême-gauche, prend le parti du roi en révolte. Tout encourage Edouard VIII, qui sait la fidélité qui lie à lui l'armée, la marine, bon nombre de chômeurs et de jeunes gens, à résister.

Il semble, ce soir, que M. Baldwin envisage de démissionner. Voilà un nouveau problème où la question politique prend le pas sur la question constitutionnelle. Si M. Baldwin s'en va, que peut-il se passer ? Ouvrons le jeu des hypothèses. Les règles constitutionnelles obligent le roi à charger le chef de l'opposition de Sa Majesté de former le nouveau cabinet : mais c'est M. Attlee qui s'est d'avance solidarisé avec M. Baldwin. Reste Sir Archibald Sinclair, chef de l'opposition libérale : mais il imitera M. Attlee. Le roi devra faire alors appel à une autre personnalité parlementaire qui serait sans doute M. Churchill. Le ministère se présentera alors devant les Chambres. S'il l'emporte, le roi a gagné la partie. Sinon, il ne lui restera plus qu'à dissoudre les Communes, comme il en a le droit. L'hypothèse d'une élection générale se présente donc : elle prendrait le caractère d'un véritable plébiscite pour ou contre le roi. On prête aux fascistes l'intention de se jeter à fond dans la bataille pour le roi. Mais une partie de l'opposition travailliste, qui se fait peut-être beaucoup d'illusions sur les volontés démocratiques du roi, pense à jouer une partie analogue et à associer la cause travailliste à la cause royale. En cas de défaite, le roi devrait rappeler M. Baldwin : on ne voit pas qu'il puisse échapper alors au dilemme : abdication ou renonciation à son mariage.

Quoi qu'il en soit, M. Baldwin a jeté un « défi direct » à Edouard VIII. Le roi l'a relevé. Il s'agit finalement de savoir si la bourgeoisie anglaise pourra continuer à assurer l'exercice de son pouvoir à l'abri du double écran de la démocratie et du prestige royal, ou si l'heure du fascisme est venue.

La victoire du roi serait un pas vers la fascisation de l'Angleterre. Mais sa dé-



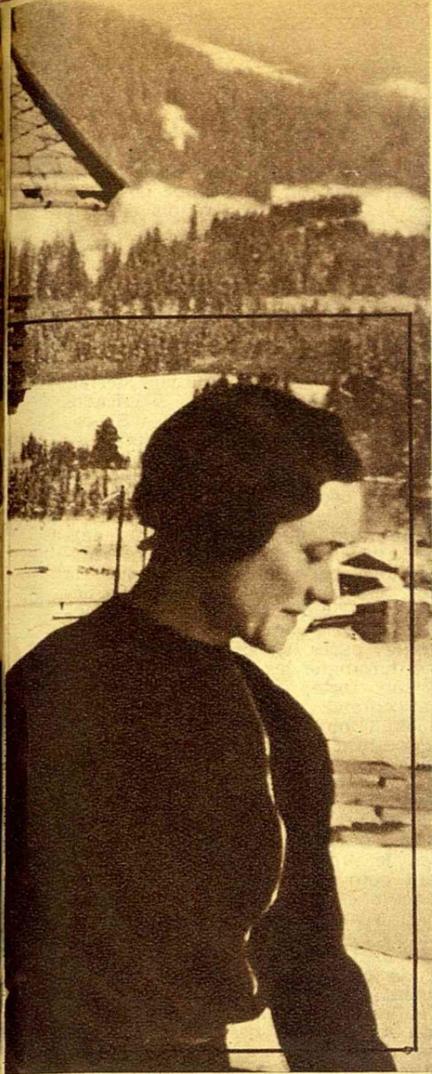
Un cycliste passe devant la résidence du Premier Anglais, avec une pancarte : « Nous voulons EDOUARD VIII et non BALDWIN. »

la paix.
accom-
pays. »
me Lord
Mosley,
nt parti
que les
rnement
série de
tes, sai-
e lui.
ill, dans
des Jeu-
Edouard
ateur, et
deman-
i roi le
aw atta-
l'église.
d'extré-
i en ré-
VIII, qui
rmée, la
rs et de

win en-
nouveau
e prend
ionnelle.
ut-il se
othèses.
igent le
ition de
u cabi-
est d'a-
n. Reste
'opposi-
Attlee.
une au-
i serait
inistère
ambres.
partie.
dissou-
n a le
géné-
endrait
te pour
ascistes
dans la
rtie de
t peut-
volon-
à jouer
a cause
cas de
Bald-
échap-
ou re-

jeté un
roi l'a
voir si
ntinuer
avoir à
ocratie
du fas-

as vers
sa dé-



fait n'écarterait point le danger : on conçoit difficilement qu'il se contente, après avoir abdiqué, de devenir un simple grand seigneur anglais vivant des revenus de ses duchés et de l'héritage de la reine Victoria : il pourrait prendre la tête d'un mouvement fasciste autrement dangereux que celui de Sir Oswald Mosley. Sa figure de prince puis de roi, la lutte contre les puissances oppressives, favoriseraient singulièrement ces tentatives. Les aspects fascistes d'Edouard VIII sont connus : il est entouré d'un milieu qui évoque assez les milieux nazis. Et on aurait tort de sous-estimer Mrs Simpson. Cette dame n'est pas simplement la personne légère que les journaux ont décrit : elle est une admiratrice d'Hitler et l'influence profonde qu'elle a exercé sur le prince de Galles, puis sur le roi, ne doit pas être négligée. Mrs Simpson a été près d'Edouard VIII l'instrument des hitlériens anglais, d'hommes comme Lord Londonderry, et c'est à son influence qu'on doit les manifestations prohibées d'Edouard VIII, et en particulier, du temps qu'il était prince de Galles, ses déclarations retentissantes sur les voyages des anciens combattants anglais en Allemagne.

Derrière cette romance pour vieilles filles, cette nouvelle version de Titus et Bérénice, cette fausse poésie des amours royales, des conflits entre la passion et le devoir, derrière les décors solennels de Buckingham Palace et de Fort Belvedere, apparaît l'ombre de la Croix Gamme.

Paul NIZAN.

P.-S. — Au moment de terminer cet article, la décision du roi parvient à Paris : il se résout à la lutte.

LES AMIS DU FRONT POPULAIRE

Exposition de la Presse et de la Littérature du Front Populaire

83, rue La Boétie (Galerie La Boétie)
Métro : Saint-Philippe-du-Roule et Marbeuf.

Tous les jours à 17 h. 30 : Revue de la Presse et Reportages, par Paul ALLARD, Edgar MEUNIER et Etienne BICHOT et Adolphe GRAD.

Le C.R.M.A. informe tous les antifascistes qu'il vient de créer un dépôt local pour le 18^e arr. sis 18, rue Gabrielle, où sont reçus tous les dons (vêtements, vivres, etc...), que réclament les miliciens espagnols.

Nos camions, en établissant deux fois la semaine un service direct avec le front, sont le moyen le plus rapide et le plus sûr, de ravitaillement des milices.

A tous merci.

LE COMITE.

L'histoire vivante

COMMENT

NAPOLÉON LE PETIT,

les forces populaires divisées,

ÉTRANGLA

LA REPUBLIQUE

C'ÉTAIT, la semaine dernière, le quatre-vingt-cinquième anniversaire du 2 décembre — de ce que Marx a appelé « le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte ». Nul n'a eu idée de l'évoquer. Et cependant, en cette période de tentatives, d'agressions et de manœuvres fascistes, alors que des bandes organisées de malfaiteurs réactionnaires s'efforcent de détruire nos pauvres conquêtes démocratiques, fruits de tant d'efforts et de luttes de nos aînés, peut-être ne serait-il pas mauvais, pour l'enseignement et l'éducation des générations présentes, de rappeler comment, au 2 décembre 1851, une poignée de coquins, groupée autour d'un Napoléon de contrebande, put détruire totalement et brutalement ce qui subsistait encore de réalité ou d'apparence républicaine, proscrire ou assassiner les républicains et les socialistes, substituer à un régime parlementaire, d'ailleurs assez falot, le régime du sabre et du pouvoir personnel.

Les républicains d' alors, pour expliquer la défaite républicaine, ont dit : « Nous avons été surpris. » Et telle est aussi, dans son *Histoire d'un crime*, la thèse de Victor Hugo : il semble considérer le forfait de « Napoléon le Petit », interrompant le cours normal de l'évolution républicaine, comme un coup de tonnerre éclatant dans un ciel serain. Il n'y distingue que l'audace et le cynisme d'un individu et ne se rend pas compte que, par là même, au lieu de diminuer Bonaparte, il le grandit, puisqu'il lui attribue une puissance d'initiative personnelle assez peu fréquente dans l'Histoire.

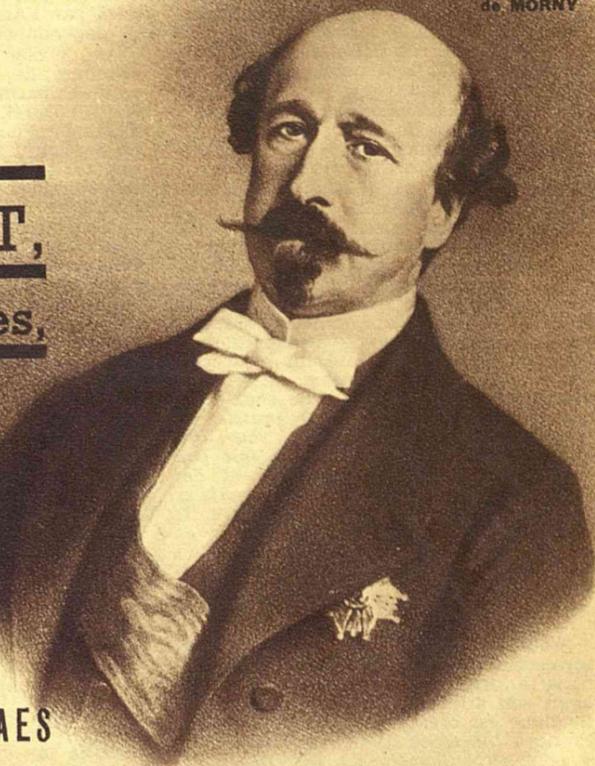
Mais l'explication ne vaut pas. « On

par
ALEXANDRE ZEVAES

ne pardonne pas plus, dit Karl Marx, à une nation qu'à une femme, le moment de faiblesse qui permet au premier aventurier de la violer. Le problème ne se trouve pas résolu par de semblables détours, il n'est que formulé autrement. Il reste à expliquer comment une nation de 36 millions d'habitants peut se laisser surprendre par trois chevaliers d'industrie, et, sans résistance, se laisser réduire par eux en servitude. »

En fait, il y a eu d'autant moins de surprise que depuis plusieurs mois, notamment en septembre et en octobre, on parlait couramment de l'hypothèse d'un coup d'Etat. Il suffit de parcourir les journaux quotidiens des diverses nations européennes, paraissant à cette époque, pour y trouver, en propres termes, des informations comme celle-ci : « Des bruits de coup d'Etat circulent à Paris. Bonaparte userait à cet effet de décrets pour l'exécution desquels il cherche à s'entourer d'hommes de confiance. »

Les informations se terminent toujours par cette phrase que l'idée d'un coup d'Etat n'est pas abandonné et que, seule, son exécution est remise.



Le duc de MORNY

LES CLASSES SOCIALES ET LA REPUBLIQUE

Quelles raisons générales ont donc rendu possible l'opération ?

Tout d'abord, c'est la désaffection de la République qui, depuis deux ans, par la faute des républicains bourgeois, avait cessé d'inspirer confiance à la plupart des catégories sociales, notamment à la classe ouvrière. Eh ! quoi ! ce sont les ouvriers qui, bien plus que nous autres, ont, à coups de barricades, institué la République de février et qui, dans leur généreux idéalisme, attendent d'elle la réalisation de leurs espérances et l'écllosion d'une ère sociale nouvelle : *novus nascitur ordo*. Ce sont eux qui, pour ne pas créer de difficultés à la République commençante, ont mis à son service, non pas trois, mais quatre mois de misère. « Ils peuvent se plaindre, dira un jour le héros de Flaubert, car vous n'avez rien



LOUIS-BONAPARTE entre à cheval dans Paris.

fait pour eux que des phrases. » Et quand ces mêmes ouvriers voudront, en juin, invoquer cette formule de « l'organisation du travail » avec laquelle on les berne depuis si longtemps, quand la faim les fait sortir désespérés de leurs taudis, la bourgeoisie républicaine gouvernementale les paye en emprisonnements, en transportations sans jugement, en fusillades, en massacres en masse. La tuerie de Rouen en avril, les hécatombes de Paris en juin sont la réponse à leurs revendications. Comment leur confiance absolue des premiers jours ne se muera-t-elle point en indifférence ou en colère ?

BADINQUET, la botte sur la Constitution, auréolé de baïonnettes.

Un député d'alors, républicain, mais antisocialiste, Pierre Lefranc, est obligé, dans son livre sur le *Deux Décembre*, malgré ses sévérités injustes pour le prolétariat, de reconnaître les responsabilités à son égard des dirigeants de la République : « On l'avait, écrit-il, cruellement mitraillé, décimé, déporté sans jugement après la défaite. L'Assemblée Constituante de 1848 avait été pour lui sans entrailles, et la législature de 1849 l'avait spolié en partie de ses droits politiques. A quel titre s'intéresserait-il à ces Burgraves qui n'ont pour lui qu'insultes et dédains ? »

Le peuple des campagnes n'est pas moins mécontent que le peuple des ateliers. L'impôt sur les boissons, la mévente des blés, les charges hypothécaires qui aggravent encore les charges fiscales, la défiance et la haine des ouvriers des villes semées dans les campagnes par la propagande réactionnaire, tout cela retourne contre la République la grande majorité des ruraux :

*Dans nos vallons et sur nos cimes
Verdit l'arbre de la Liberté.
Mais les quarante-cinq centimes
Et juin, plus tard, ont tout gâté...*
rime Pierre Dupont dans son magnifique *Chant des Paysans*.

Pour d'autres raisons, la bourgeoisie est, elle aussi, hostile à la République. Le développement des idées démocratiques et socialistes depuis trois ans, les élections de Flotte et de Vidal, de Raspail et d'Eugène Süe, ont heurté ses préjugés et ses intérêts de classe. Elle est dominée par la crainte du « spectre rouge » ; l'expression même, titre d'une brochure de Romieu, date de cette époque. « Pour peu que vous la pressiez de répondre, elle (la bourgeoisie) vous dira qu'elle veut des affaires, elle fait bon marché du reste. Des opinions et des partis, elle s'en raille. Ce qu'elle veut, ce qu'elle demande, c'est le bien-être, le luxe, les jouissances : c'est gagner de l'argent... », observe Proudhon dans ses *Confessions d'un Révolutionnaire*, écrites en 1851.

LA PREPARATION

Profitant de cet état d'esprit des diverses catégories de la nation, Louis-Naparte prémédite et prépare ouvertement son attentat. Une propagande méthodique est organisée à travers toute la France. Une association bonapartiste, qui a pour titre *Société du Dix Décembre*, est formée par l'abbé Coquereau, le maréchal Exelmans, le prince de la Moskowa, Abbatucci, etc., et qui a pour but d'enrôler dans ses cadres tous les individus prêts à toutes les besognes : vivants dépourvus de ressources et vivant d'expédients, forçats libérés, galériens en rupture de ban, voleurs à la tire, journaliers de police et de chantage, littérateurs sans littérature, déclassés de toute origine, bref toute cette écume, toute cette tourbe flottante et décomposée, que Marx appelle le *lumpenproletariat*, qu'en France nous dénommons tantôt la bohème, et tantôt la crapule. Les journaux, le *Napoléonien*, le *Petit Caporal*, l'*Aigle Républicain*, la *Redingote Grise*, etc., sont publiés. Des brochures, tantôt exaltant les gloires du Premier Empire, tantôt dénonçant les périls du communisme (1); des lithographies, représentant Napoléon I^{er}, qui du doigt montre Louis-Naparte à la France; des biographies, des médailles, des portraits, sont répandus à foison. La musique se met de la partie; Bonaparte est célébré sur les places publiques et dans les carrefours par des centaines de témoins nomades.

En province, les militants républicains et socialistes, inculpés d'affiliation à des

(1) Par exemple : *Dieu le voudra; A bas la folie révolutionnaire et sociale! Les Partageux; Le Petit manuel du paysan électeur; Lettre d'un maire de village à ses administrés*, etc...

sociétés secrètes, sont poursuivis et emprisonnés. Les instituteurs, parmi lesquels l'on trouve nombre de montagnards et de socialistes, sont soumis au contrôle des curés. Les maires sont traqués par l'Administration et placés sous la dépendance directe des préfets.

Au dernier moment, Louis-Naparte s'entoure de quelques aventuriers d'envergure, parmi lesquels : de Morny, son frère naturel, fils du général comte de Flahaut; Fialin, qui avait pris le nom de Persigny; le général de Saint-Arnaud, qui avait déjà offert ses services contre les Parisiens en 1848 et qui venait de participer à l'expédition de Kabylie; le général Magnan, le colonel Espinasse, les généraux Roguel et de Flahaut, enfin Maupas, nommé préfet de police.

Ce dernier, préfet de la Haute-Garonne, s'est récemment distingué en réclamant des mandats d'amener contre plusieurs membres du Conseil Général signalés comme « rouges ». Comme l'avocat général, connaissant mal son métier, hésitait à ordonner des arrestations sans preuves : « Des preuves ! Des preuves ! s'exclama Maupas, les preuves sont inutiles contre des ennemis notoires, les sentiments suffisent. » Et comme le procureur général réclamait à son tour des pièces : « Mes agents, répliqua Maupas, se chargeront de les introduire eux-mêmes au domicile des intéressés. » Un préfet d'une si haute conscience offre évidemment toutes les garanties.

Tout est prêt. Il ne reste plus qu'à fixer le jour où la bande tentera le coup. Louis-Naparte choisit l'anniversaire d'Austerlitz et du couronnement de Napoléon I^{er}.

LE COUP D'ETAT

Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1851, Morny s'empare du Ministère de l'Intérieur. Une soixantaine de représentants du peuple, surpris dans leur lit, sont arrêtés, parmi lesquels : le colonel Charras, le lieutenant Valentin, Baze, questeur de l'Assemblée, avec eux, les Montagnards les plus énergiques, Baune, Martin-Nadaud; les socialistes Lagrange, Greppo, Miot. Le Palais-Bourbon est envahi par le colonel Espinasse. Un bataillon occupe l'Imprimerie Nationale.

Les clochers sont gardés pour qu'on ne puisse sonner le tocsin. Les imprimeries et les bureaux des journaux (à l'exception de *La Patrie* et du *Constitutionnel*, qui sont acquis à Bonaparte) sont fermés par la force armée.

En se réveillant le matin du 2 décembre, la population de Paris lit sur les murs une proclamation par laquelle le Président de la République déclare la Chambre dissoute et convoque le peuple français dans ses comices, du 14 au 22 décembre, pour accepter ou rejeter une Constitution nouvelle, aux termes de laquelle les pouvoirs du président seront prorogés pour dix ans. L'armée occupe les rues et les places.

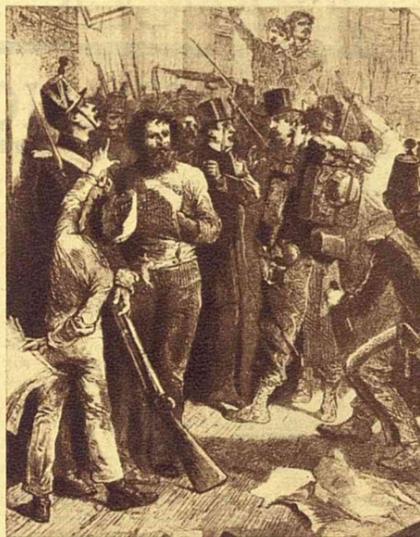
Le premier moment de stupeur passé, il se trouve des hommes pour organiser la résistance. Ce sont des Montagnards, des radicaux, des socialistes : de Flotte, Baudin, Victor Hugo, Esquiros, Eugène Süe, Malardier, Madier de Montjau, Brillier, Mathieu de la Drôme, etc. Ils se réunissent chez un de leurs amis, Ferdinand Cournot, 82, rue Popincourt, ré-

digent et affichent des proclamations, appellent le peuple aux armes.

Le 3 décembre, quelques barricades s'élèvent au faubourg Antoine. C'est là que Baudin, député de l'Ain, est tué, à dix heures du matin.

L'après-midi, la nouvelle de la mort de Baudin se répand et émeut la population parisienne. Sur les boulevards, la foule, que chargent et sabrent les lanciers du colonel de Rochefort, manifeste en criant : « Vive la Constitution ! Vive la République ! A bas Soulouque ! » dans les quartiers d'ouvriers et d'artisans, dans ces foyers classiques de l'insurrection, que sont la rue Transnonain, les rues Grenéta, Beaubourg, etc., des barricades sont élevées; leurs défenseurs sont passés par les armes. A Belleville, Jules Bastide et Madier de Montjau provoquent un embryon de résistance.

Un groupe surtout fait preuve d'activité, dans lequel se rencontrent Jules Leroux, député socialiste (frère de Pierre Leroux), Desmoulins, ouvrier typogra-



L'imprimerie de « l'Avènement du peuple » envahie par les troupes du tyran.

phe, Gustave Naquet, exilé en Angleterre et qui est venu au risque d'être reconnu à la frontière, Bocquet, Nétri et quelques militants des organisations ouvrières. Au nom du *Comité Central des Corporations*, ils publient un appel, dénonçant l'homme qui tente d'établir une dictature militaire.

LA REPRESSION

Dans la soirée du 3 décembre, la nuit venue, la révolte grandit, monte de toutes parts, comme une tempête encore lointaine, mais qui gronde des divers points de l'horizon.

Le préfet de police écrit au ministre de l'Intérieur : « La vérité sur la situation : le sentiment des masses est l'élément le plus sûr des sages et bonnes résolutions. Je dois donc dire que je ne crois pas que les sympathies populaires soient avec nous. Nous ne trouvons d'enthousiasme nulle part. »

Le capitaine Maudhuy, faisant le récit des charges exécutées sur les boulevards par le colonel de Rochefort, écrit de son côté : « A peine parvenu sur les boulevards à la hauteur de la rue de la Paix, il se trouva en présence d'un flot de population immense, manifestant l'hostilité la plus marquée sous le masque du cri de : *Vive la République !* »

La masse de la population est incontestablement hostile au coup d'Etat; ses auteurs ne peuvent compter que sur l'armée, que sur la soldatesque, dont le dévouement n'est pas douteux et sur laquelle, dans le rapport déjà cité, Maupas s'exprime en ces termes : « Le bon côté de la médaille, dont je viens de vous donner le revers, est que, sur tous les points, chefs et soldats, la troupe paraît décidée à agir avec intrépidité. C'est là qu'est notre force et notre salut. »

Il s'agit donc, le 4 décembre, de frapper un coup décisif, d'en finir ce jour-là et, puisque la troupe est sûre, de la faire donner résolument. A cet effet, les soldats sont préalablement gorgés d'alcool dans leurs casernes. Les bonapartistes en ont fait l'aveu; on lit, à cet égard, dans le *Moniteur Parisien* du 6 décembre : « Les vins, les mets leur ont été prodigués. »

Vers trois heures de l'après-midi, les troupes, commandées par Canrobert, commencent un feu roulant d'infanterie et d'artillerie de la Chaussée-d'Antin au faubourg Poissonnière. Peloton par peloton, elles font feu sur les groupes qui stationnent, sur les passants qui circulent, sur les spectateurs des fenêtres. La maison Sallandrouze est éventrée par les obus. Des centaines de victimes de tout âge et de tout sexe jonchent le sol. C'est au cours de ce massacre qu'est tué

le petit Boursier, âgé de sept ans, cité par Hugo dans les *Châtiments* :

L'enfant avait reçu deux balles dans la tête.

L'épouvante gagne tout Paris. Vers neuf heures du soir, un groupe de républicains et de socialistes, réunis dans le quartier Montorgueil, dresse des barricades et tente un suprême effort. Parmi eux, le socialiste révolutionnaire Denis Dussoubs, qui y trouve la mort dans des conditions qui valent d'être rapportées.

Gaston Dussoubs, député de la Haute-Vienne, cloué au lit par un rhumatisme articulaire, s'indignait de ne pouvoir participer à la résistance : « Je suis déshonoré, s'écriait-il; il y a des barricades et mon écharpe n'y sera pas. — Si, reprend son frère Denis, elle y sera ! — Comment cela ? — Prête-la-moi ! — Prends-la ! » Denis Dussoubs prend l'écharpe de député de son frère et court à la bataille.

Rue Montorgueil, Denis Dussoubs, déjà blessé le matin au faubourg Saint-Martin par une balle qui lui a labouré la poitrine, est au premier rang des défenseurs d'une barricade. Il porte en sautoir l'écharpe de son frère. Il gravit lentement les pavés, s'y dresse debout, tête nue, et harangue les soldats. « Il parle d'une voix forte, dit un témoin; toute la rue l'entend. » Une fusillade éclate; les soldats ont tiré sur Denis Dussoubs à bout portant; il tombe, il se soulève et porte la force de crier : « Vive la République ! » Une nouvelle balle le frappe. Il réussit encore à dire : « Je meurs avec la République. »

Le lendemain, la *Patrie*, le *Constitutionnel*, le *Moniteur Parisien*, etc., annoncent que « l'ex-représentant Gaston Dussoubs a été tué sur une barricade de la rue Neuve-Saint-Eustache et qu'il portait un drapeau rouge à la main. »

A combien s'élève le nombre des victimes de cette journée ? Il n'y a pas seulement les assassinés sur le boulevard et les tués sur les barricades : il y a aussi les victimes des fusillades somnambules, des exécutions immédiates. Une statistique dressée par un fonctionnaire, M. Trébuchet, chef du Bureau de la Salubrité, indique 191 morts — chiffre monstrueusement au-dessous de la vérité.

Huit mois après l'événement, la feuille bonapartiste, le *Moniteur Universel*, dans son numéro du 30 août 1852, écrit : « Tout le monde le sait, le relevé officiel porte le nombre des personnes tuées pendant l'insurrection à 380. »

Un témoin, cité par Hugo dans *Napoléon le Petit*, ayant demandé à un chef de bataillon de la garde mobile, laquelle s'est distinguée dans l'épouvante : « Eh bien ! le chiffre des morts est-il de quatre cents ? », l'homme hausse les épaules : « Est-ce six cents ? ». L'homme hoche la tête. « Est-ce huit cents ? — Mettez douze cents, répond l'officier, et vous n'y serez pas encore. »

Le mouvement de résistance est brisé, hélas ! « *Les insurgés*, dit dans son rapport officiel le général Magnan, *atterrés par le résultat de la journée du 4, n'osent plus défendre leurs retranchements.* »

Bombardée, mitraillée, assassinée, la population parisienne est vaincue.

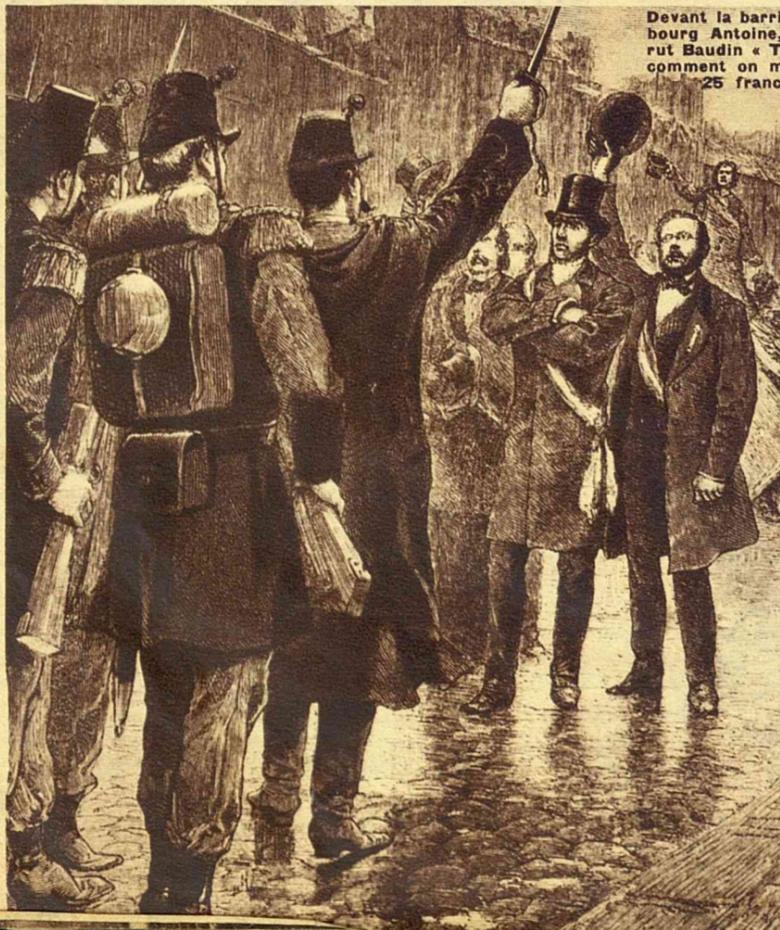
EN PROVINCE

En province, que se passe-t-il ? Dans maints départements, le coup d'Etat rencontre une résistance acharnée. Si le Nord, l'Ouest et l'Est ne bougent à peu près pas, le Centre et le Midi, par contre, présentent des foyers de résistance ardente.

A Montargis, à Clamecy, à Cosne, à Neuville-sur-Loire, dans la petite commune de Bonny (proche de Gien), de véritables émeutes éclatent. Il y a des morts et des blessés. A Clamecy, notamment, où le mouvement est dirigé par le « Comité révolutionnaire social », les insurgés deviennent maîtres de la ville pendant plusieurs jours, en dépit des troupes nombreuses envoyées contre eux. Les organisateurs sont trois imprimeurs : le père Millelot, âgé de soixante ans, et ses deux fils, Eugène et Numa, âgés respectivement de vingt-huit et de dix-neuf ans. Traduit le 1^{er} février 1852 devant le 2^e Conseil de Guerre de la 19^e division militaire, Eugène Millelot est condamné à mort. La peine est peu après commuée et Millelot est dirigé sur Cayenne où il meurt.

Dans l'Allier, les socialistes du Donjon (arrondissement de La Palisse), s'organisent militairement, marchent sur la préfecture de Moulins : un combat sanglant a lieu. Le 4 décembre, le département est mis en état de siège par décret provisoire du préfet de Charnailles, confirmé par décret présidentiel. Le 18 décembre, le général Aynard, qui reçoit le commandement de l'état de siège, prend un arrêté mettant sous séquestre les biens des insurgés. Nous croyons que cet arrêté, qui rétablit en fait la confiscation, est le premier de ce genre rendu en France depuis 1815.

(Suite, p. 22.)



Devant la barricade, faubourg Antoine, où mourut Baudin « Tu vas voir comment on meurt pour 25 francs ».

s, cité
ans la
[tête.
Vers
répu-
ans le
barri-
Parmi
Denis
ns des
ées.
aute-
atisme
r par-
lésno-
cades
si, re-
a! —
i! —
prend
court
déjà
-Mar-
uré la
s dé-
sau-
t len-
tête
parle
toute
clate;
ssoubs
ève et
a Ré-
rappe.
meurs
stitu-
an-
aston
de de
qu'il
»
s vic-
a pas
boule-
il y
som-
Une
naire,
a Sa-
chiffre
a vé-
feuille
dans
crit :
fficiel
tuées
Napo-
chef
quelle
« Eh
qua-
épau-
omme
s? —
er, et
brisé,
a rap-
terrés
osent
», la
coup
char-
bou-
Midi,
le ré-
sne, à
raune
éritat-
morts
ument,
« Co-
insur-
pen-
trcu-
x. Les
s : le
et ses
espec-
-neuf
ant le
vision
lammé
amuée
où il
Don-
s'or-
sur la
san-
parte-
r dé-
ailles,
Le 18
reçoit
siège,
uestre
as que
con-
e ren-
(22.)

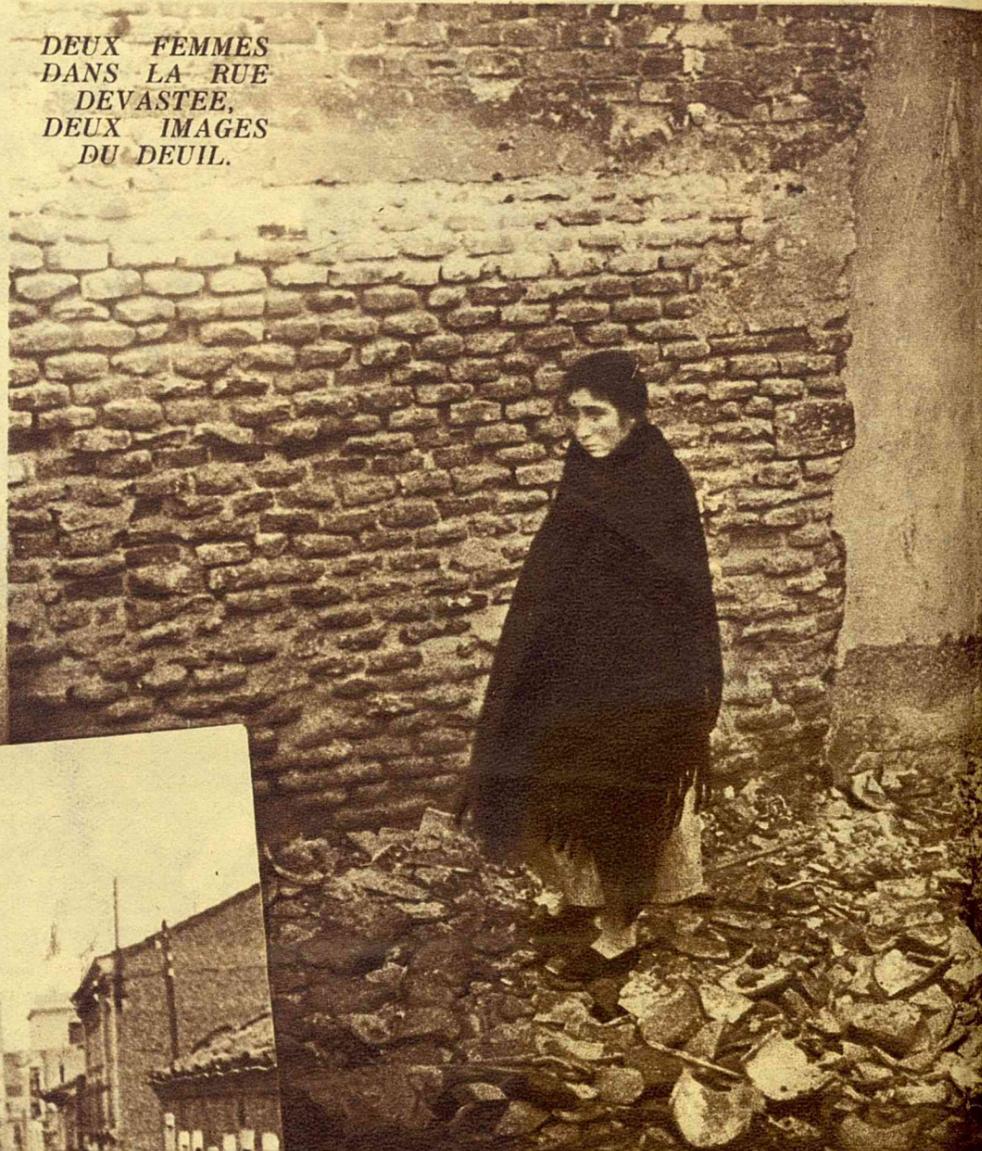


LES AVIONS FASCISTES SE SONT ACHARNES SUR LES FAUBOURGS PROLETARIENS, AUX MAISONS SURPEULEES ET PRIVEES D'ABRIS. LES FEMMES REGARDENT LES RUINES DE LEUR MAISON

(Photo CAPA)



UNE MAISON
EVENTREE,
QUI ABRITAIT
3 OU 4 FAMIL-
LES. UN BUF-
FET RESTE,
SEUL TEMOIN
DE LA VIE
DISPERSEE



DEUX FEMMES
DANS LA RUE
DEVASTEE,
DEUX IMAGES
DU DEUIL.



UNE VOIE DU QUARTIER DE VALLESCAS, LE BELLEVILLE
DE MADRID, OU QUELQUES RUES ONT ETE TOTALEMENT
DETRITEES PAR LE BOMBARDEMENT DES FASCISTES.
UNE FAMILLE EMPILE QUELQUES OBJETS, UN MATELAS,
DES HARDES, SUR UNE CHARRETTE. L'EXOUE COMMENCE.
LES PHOTOS DE CES DEUX PAGES ONT TOUTES ETE
PRISES DANS CE QUARTIER.

LA CAPITAL



TOUT CE
QU'UNE FAMIL-
LE A PU SAU-
VER DE LA DES-
TRUCTION

UNE MERE DONT LES
DEUX ENFANTS ONT
ETE TUES PAR LES
BOMBES FASCISTES.

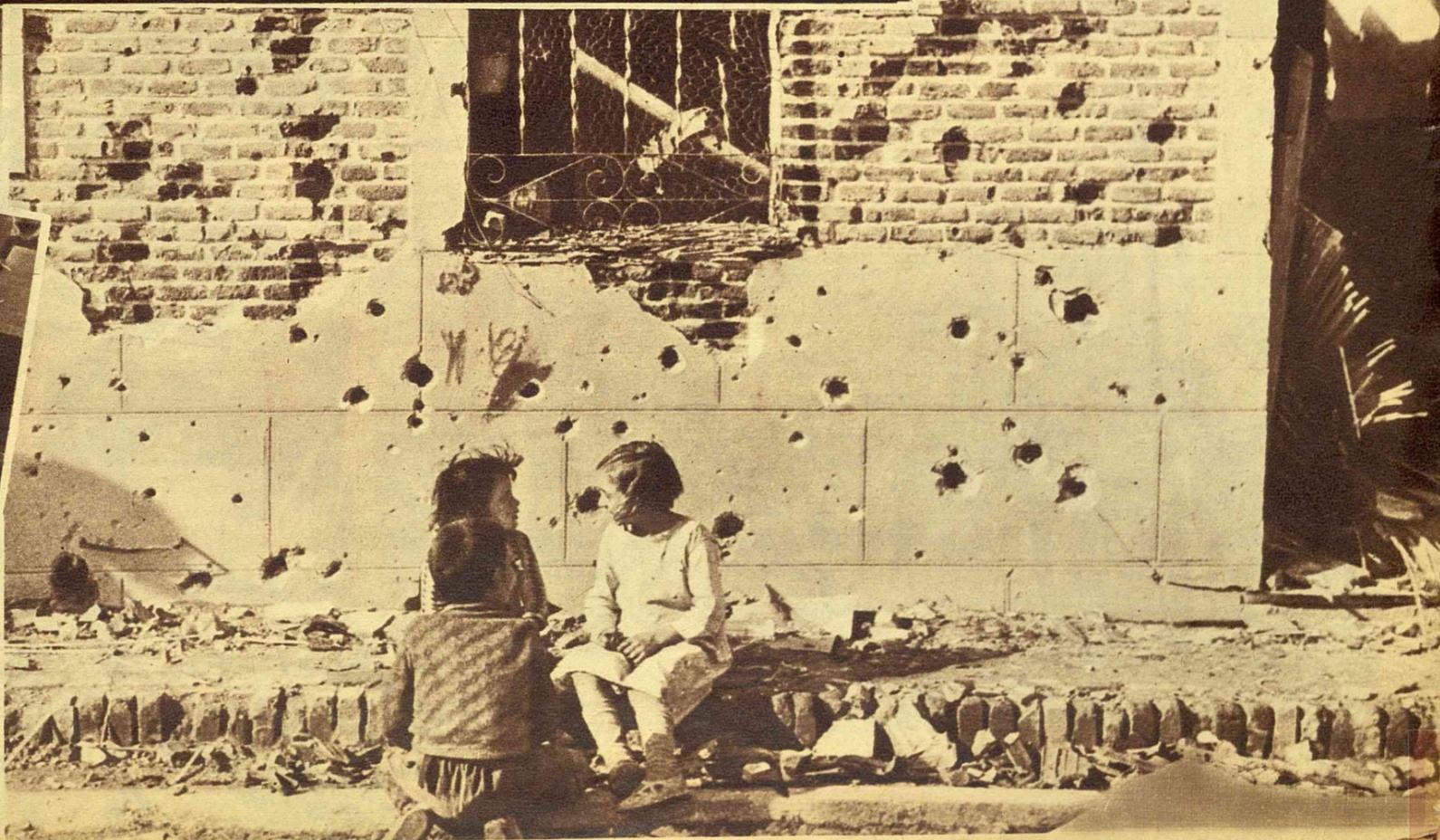
LE PELERINAGE AUX
RUINES DE CE QUI FUT
LEUR MAISON

REGARDS, voulant donner à ses lecteurs une image fidèle, irréfutable, de la vie tragique des habitants de Madrid bombardée par les fascistes, et de l'héroïsme des combattants et de la population, a envoyé dans la capitale espagnole un de ses photographes les plus qualifiés et les plus audacieux.

Notre photographe Capa a vécu plusieurs semaines au milieu des miliciens et des volontaires de la Colonne Internationale, et parmi le peuple des rues et faubourgs dévastés. Il s'est porté aux endroits les plus dangereux, à la Casa de Campo, à la Cité Universitaire, à Villaverde, sous le feu roulant des tirs d'artillerie et les rafales de mitrailleuses. Au péril de sa vie, il a rapporté une série prodigieuse de documents uniques, dont nous commençons aujourd'hui la publication. Jeudi prochain, nos lecteurs trouveront dans REGARDS une suite de photos plus sensationnelle encore sur les différents aspects de la bataille de Madrid.

LA VIE REPREND SES DROITS :
DEVANT LE MUR CRIBLE, PAR-
MI LES DEBRIS, DES ENFANTS
PARLENT. CE SONT CEUX-LA,
QUI VIVENT ENCORE, QU'IL
FAUT SAUVER. IL FAUT QUE LE
PEUPLE ESPAGNOL AIT DE
QUOI SE DEFENDRE.

PITALE CRUCIFIEE





CI-CONTRE A GAUCHE : A LA PUERTA DEL SOL, UNE MAISON DONT UNE BOMBE N'A LAISSE QUE LA FAÇADE. DANS CETTE MAISON SE TROUVAIT LE CAFE DE MADRID OU, IL Y A UN MOIS, MOLA SE TARGUAIT DE PRENDRE SON CAFE AVANT CINQ JOURS. CI-DESSUS : UN ASPECT DE LA FAÇADE.

LA GRAN VIA APRES UN PASSAGE DES AVIONS FASCISTES

UNE MAISON DE SIX ETAGES, PRES DU RETIRO, QUI ABRITAIT LA REPRESENTATION COMMERCIALE DU PEROU.



ap
a 11
J
era J
Ci
Un
jus
per par
jusqu'à la
faiblesse, q
il sait se
angues; cep
ses ordres
-ques mot
te plus

N

avaien
des ho
leman
arrêté
fascist
dans l
de tou
H o n g
Franc
poitrin
ternati
mes et
Musso

Les
comme
et à l
res et
taient
tance.
Univer
des bâ
terrain
Mitrai
leur p
cliniq
la Ca
blancs
tructio
redout
aux b
se tro
voie d
rivière
Manza
qui a
Madri
fascist

P
É

aple en
 a 11^e Brigade Mobile (Brigade Intern
UN CHEF
 eral Kider, commandant de la
Cité Universitaire
 LE

UN MEDECIN PARISIEN AVEC LA BRIGADE INTERNATIONALE DANS LA



comme beaucoup de jeunes espagnols, parce que c'est la mode... ou qu'on n'a pas le temps de se raser. Il porte la grande étoile rouge des Jeunesses Unifiées. Sa veste est entr'ouverte : on l'a fouillé effectivement malgré nos recherches, nous n'avons pu trouver aucun papier sur lui). Il est couché sur le dos. La mort semble remonter à quarante-huit heures, et nous sommes en terrain où, hier encore, étaient les fascistes.

Mais... comment est-il mort?

Aucune blessure nulle part, pas de trace de coup de fusil, de revolver ou de mitrailleuse, pas de trace de plaie par éclat de mitraille ou par arme blanche.

Comment est-il mort, notre petit camarade milicien antifasciste? Au premier coup d'œil tous nous avons compris. Un des « civilisateurs » de l'armée de Franco lui avait fait sauter les deux yeux hors des orbites et les yeux pendaient au bout des nerfs optiques, le gauche sur le front, le droit sur la joue. Du beau travail, effectué avec soin et lenteur, comme en attestait le fait que les paupières n'étaient même pas blessées, meurtries. On lui avait arraché les yeux alors qu'il était vivant, et, après avoir vidé le contenu de ses poches, on l'avait laissé partir. Il avait trébuché, s'était relevé, et était tombé finalement dans le fossé, où il avait attendu la mort.

Et pour vous, lecteurs de *Regards*, j'ai sorti mon « Leica » et j'ai pris cette photo; c'est bien la première fois que j'ai regretté amèrement de n'être pas un excellent photographe; cependant, telle que vous la voyez ci-contre, l'image est suffisamment nette pour que vous puissiez vous rendre compte.

Et je pourrais vous citer, encore, deux ou trois autres exemples, contrôlés par moi, de la civilisation fasciste.

Docteur J. KALMANOVITCH,
 (médecin
 de la brigade internationale.)



De gauche à droite :
 Le chauffeur d'ambulance, le
 médecin de bataillon,
KALMANOVITCH,
 médecin de la brigade,
 l'infirmier de bataillon.

NOTRE brigade internationale, la 11^e Brigade, avait été engagée pour la première fois la veille. Aménée d'urgence à Madrid en une nuit, deux bataillons avaient été opposés à l'extrême pointe des hordes de Franco; le bataillon allemand et le bataillon français avaient arrêté net la marche victorieuse des fascistes. C'est un fait qui restera dans l'histoire : des volontaires venus de tous les pays du monde (Allemands, Hongrois, Italiens, Yougoslaves, Français, Belges), ont formé, de leur poitrine, une barrière au fascisme international concrétisé par des hommes et des armes amenés par Hitler, Mussolini et Franco.

Les antifascistes s'étaient battus comme des lions au Parque del Oeste et à la Cité Universitaire. Les Maures et le Tercio, et leurs chefs, ne s'étaient pas attendus à une telle résistance. En quelques heures, la Cité Universitaire était déblayée. Chacun des bâtiments qui parsèment ce vaste terrain était transformé en bastion. Mitrailleuses, canons étaient placés à leur poste. Le sanatorium, l'hôpital-clinique, le Pavillon de Philosophie, la Casa Velasquez, bâtiments neufs, blancs ou rouges, bâtiments en construction, étaient autant de casernes-redoutes. Au bas de cette « Cité », aux belles voies sinueuses, asphaltées, se trouvent une route plus large, une voie de chemin de fer, et une petite rivière, — pas bien large — le Rio Manzanares. C'est au-delà de ce Rio, qui aura joué, dans la défense de Madrid, un très grand rôle, que les fascistes avaient été rejetés.

En haut, à gauche :
 Le journal de la 11^e brigade.

Le long de la route du bas de la « Cité », nos secondes lignes. Les nôtres n'ont pas encore eu le temps de se retrancher. Chaque homme a fabriqué son « trou ». Quelques centimètres de terre creusée et rejetée en avant, vers l'ennemi : la « tranchée » et le « parapet » individuels sont confectionnés. Tout à l'heure, demain, de meilleures et plus scientifiques abris seront constitués sur cette terre reconquise. Parfois, un bouquet d'arbres suffit à quelques-uns. C'est derrière l'un de ceux-ci, plus touffu, que l'un des camarades médecins de bataillon, a installé provisoirement son poste de secours.

Ah! le beau panier de feuillage! Non, c'est un camarade qui a « camouflé » son « trou » à l'aide d'une « cage » de branchages.

Des poignées de mains, des bribes de conversation, des indications sur la situation exacte des médecins et des postes, quelques plaisanteries, et je vais voir les camarades en première ligne, à quelques centaines de mètres.

C'est un détachement de Français qui monte la garde. L'œil aux aguets, le fusil pointé. Ici, il ne faut pas lever la tête : les guetteurs d'en face visent bien.

Le temps de bavarder un peu, de prendre et donner quelques nouvelles, et je m'en retourne vers l'arrière, en prenant les précautions habituelles, c'est-à-dire dans les positions les plus variées.

M'accompagne le commandant de compagnie Jacquot (qui, au même endroit, le même jour, sera blessé et continuera à faire son devoir jusqu'à ce qu'on l'évacue par ordre) : deux autres camarades soldats, non loin, m'appellent.

Dans une sorte de petit fossé, formé par un repli de terrain, un cadavre. C'est celui d'un adolescent, d'un tout jeune homme, d'allure élancée; le costume des miliciens; aux pieds, des espadrilles (ils se battent parfois sans chaussures!); une barbiche légère fait le tour de son menton, remonte le long des joues vers les tempes :

**PRENEZ VOTRE PLUME ET...
 ÉCRIVEZ NOUS :**



*Envoyez moi l'Almanach Ouvrier et Paysan 37
 que vous offrez gratuitement à vos lecteurs.
 Je vous envoie, aujourd'hui le montant
 d'un abonnement d'un an à Regards*

VOUS VOYEZ QU'IL EST FACILE EN SOUSCRIVANT UN ABONNEMENT D'UN AN A « REGARDS » D'ACQUERIR LE MAGNIFIQUE ALMANACH QUE VOUS AIMEREZ AVOIR DANS VOTRE BIBLIOTHEQUE.
 MAIS N'ATTENDEZ PAS PLUS LONGTEMPS.

« REGARDS », 89, rue d'Hauteville, Paris (10^e). — C. Chèque Postal 1715-54.

TARIF DES ABONNEMENTS :	
FRANCE ET COLONIES :	
3 mois :	15 fr. - 6 mois :
26 fr. - Un an :	48 fr.
BELGIQUE, SUISSE LUXEMBOURG, CANADA :	
6 mois :	33 fr. - Un an :
	60 fr.
UNION POSTALE :	
6 mois :	35 fr. - Un an :
	65 fr.
AUTRES PAYS :	6 mois :
	45 fr. - Un an :
	80 fr.

de
mon

oncle Jules

HÉLAS ! soupira mon oncle Jules, sans raison. Et il ajouta, sans conviction : « Quoi de neuf à Paris, Sylvestre ? »

— Rien, mon oncle, répondis-je, sans conviction non plus, et seulement parce que mon oncle Jules entend que je lui réponde de la sorte, afin qu'il puisse décider lui-même du sujet de notre conversation. Et mon « Rien » vous rappellera sans doute le bon roi Louis XVI (je dis bon roi, non qu'il ait été meilleur qu'un autre, ce gros traître, mais parce qu'on dit toujours bon roi; on dit : bon roi, économiste distingué, alliance démocratique, accorte soubrette; ce n'est pas moi qui vais m'aviser de changer quelque chose aux saines traditions de la France), le bon roi Louis XVI qui, le 14 juillet 1789, écrivait sur son journal intime : « Aujourd'hui, rien. » Pour ma part, la question de mon oncle Jules me rappelle plutôt l'adjudant Prt.

Vous n'avez pas connu l'adjudant Prt? Moi si, hélas ! Ce n'était pas son nom, mais comme les anciens disaient « l'adjudant Prt », j'avais cru que ce monsieur portait un nom tchécoslovaque. Et le jour où je dis au capitaine que « l'adjudant Prt n'avait commandé cela », j'acquis, avec huit jours de consigne, la certitude que c'était sa façon de grommeler : « Prt, prt » dans ses moustaches rousses, qui avait valu ce surnom à l'adjudant... Comment s'appelait-il vraiment ? Ma foi, je ne l'ai jamais su. Donc, l'adjudant Prt entra à la cuisine vers quatre heures. J'exerçais alors les fonctions de cuisinier dont la théorie apprend comme vous devez le savoir (ou bien vous êtes un mauvais Français, un esprit subversif, un agent de Moscou et une main de l'Allemagne... oh ! pardon, je voulais dire : de l'Espagne) « qu'il porte un tablier de toile bleue qui est blanche pour les aides de cuisine ». Ce qui est une injustice, car les aides de cuisine sont plus beaux dans leur tablier de toile bleue qui est blanche que leur supérieur hiérarchique, le cuisinier, dans sa toile bleue, qui est seulement bleue, comme toutes les toiles bleues, (à l'exception des blanches !).

L'adjudant Prt entra donc et il disait : « Repos ! » Il faut dire que je m'étais crié, à son entrée : « Garde à vous ! » bien que je fusse seul dans la cuisine; mais le devoir est le devoir et les marques extérieures du respect ne sont pas nécessairement en rapport avec la logique, ni la grammaire. Je me criais donc : « Garde à vous ! » et non : « Garde à moi ! » et l'adjudant Prt me répondait : « Repos ! » Après quoi, il tournait en rond dans la cuisine, comme il eut fait au Jardin des Plantes. Au bout d'un instant, je proposais : « Une partie de piquet, mon lieutenant ? » Car on dit : « Mon colonel » aux colonels, « mon capitaine » aux capitaines, et

« mon lieutenant » aux adjudants. « Voyez de moi, Hauton ? » me disait Prt, et il ajoutait : « Prt, Brt, prt ! jamais vu ça, parole d'honneur. » Puis il recommençait son exercice de marche circulaire. Après quelques tours, il murmurait : « J'fais un écarté, s'v'voulez. » Il ne savait pas jouer au piquet, d'abord, et puis il tenait à montrer qu'entre lui et moi il y avait une différence assez sensible pour qu'une partie d'écarté dût être nécessairement précédée d'une rebuffade.

Ainsi de mon oncle Jules. Il me demande : « Quoi de neuf ? » et si je lui répondais : « Oh ! il y a du nouveau, mon oncle, M. Delbos vient de proclamer sa foi dans la solidarité des démocraties et de dénoncer les déments amateurs de guerre et de conquête ! » l'oncle me répondait : « D'abord, ce n'est pas nouveau, il parlait comme ça avant d'être ministre — et ensuite, ce n'est pas Delbos, c'est Roosevelt ! » et il concluait : « Tu es décidément bien stupide, mon pauvre garçon ! » Alors, je réponds : « Rien ! » et l'oncle est content. Il me dit avec un bon sourire : « Tu appelles ça rien, toi, que le roi d'Angleterre... »

Nous y voici !
Lorsque j'étais enfant, je parvenais à faire mes problèmes si j'avais déjà entendu raisonner un problème du même genre, parce que je n'avais qu'à « faire la même chose » sans réfléchir. Les autres, c'était trop difficile. C'est ainsi que je pense brusquement à ce que Lucien (mon frère, qui a mal tourné, un salopard) disait des rois et de la France. Je ne comprends pas bien ce que cela veut dire, mais je peux le répéter presque mot pour mot.

« La France a-t-elle un roi ? Elle le chasse. Ou bien elle lui coupe le cou. Crie-t-on : « Vive le roi ! » devant un Français, il rigole. Mais si l'Espagne chasse son roi, ou la Russie son tzar, alors le Français juge que les Espagnols sont des ingrats et les Russes des mal élevés. Et il crie : « Vive le roi ! »

« Vive le roi des autres ! » en quelque sorte. Lucien disait encore : « L'Angleterre est un pays sans traditions, quoi qu'on en dise. La tradition, c'est dire : à vos souhaits à quelqu'un qui éternue, manger un gâteau de Noël, faire le signe de la croix ou rester couvert en présence d'Alphonse XIII. Tandis que l'Angleterre a digéré ses traditions. C'est vrai : ce qui nous semble surprenant et démodé, désuet et un tantinet ridicule, n'est pas une habitude que l'Anglais supporte ou devant laquelle il s'attendrit : c'est sa façon d'être, les tics de son vieux visage. »

Il peut se faire qu'un jour le drapeau rouge flotte sur toute l'Angleterre, que l'exploitation de l'homme par l'homme y soit supprimée, et remplacée par un régime socialiste. Mais même alors, le roi, dans son carrosse rocaille se rendra à Buckingham Palace, les Commissaires du Peuple se déguiseront en médecins de Molière, le président du Soviet de Londres s'appellera Lord Maire et aura de belles boucles blanches postiches... »

Ma foi, en lisant les journaux de cette semaine, je pensais que Lucien n'avait pas même été assez loin, tout extrémiste qu'il est. Il n'avait pas prévu que les socialistes de Grande-Bretagne (cela se dit travailliste, en anglais) refuseraient avec indignation de former un ministère royal, si le roi se permettait d'épouser une dame si peu respectable qu'elle serait... oserais-je prononcer le mot ? divorcée ! (oh ! shocking !). Il n'avait pas prévu que l'oncle Jules reprocherait de n'être pas assez respectueux de la tradition... au roi d'Angleterre.

La vérité, c'est que nous avons failli assister à une révolution, mais le Lénine anglais dirigeant le mouvement de libération contre les forces conjuguées de l'Eglise, de l'aristocratie et de la presse, cela allait être un nommé Edouard VIII.

— Le roi Edouard me rappelle ta tante Marceline, dit mon oncle Jules.

Décidément, nous sommes aujourd'hui gonflés de souvenirs et d'anecdotes, mon oncle Jules et moi.

— C'est vrai. Tu sais que ton oncle Nicolas avait des cheveux roux et une verrue sur le nez. Il n'en était ni moins

intelligent, ni moins riche, et on a beau dire que l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue, on a cent fois raison de le répéter, n'est-ce pas ? Donc, ta tante Marceline, qui n'était pas encore ta tante Marceline, vu qu'elle n'avait pas encore épousé ton oncle Nicolas, voulait épouser ton oncle Nicolas qui, lui, était déjà ton oncle Nicolas, vu que s'il n'avait pas encore épousé ta tante Marceline, il était déjà le frère de ton père. Seulement, la mère de ta tante Marceline, s'avisant que, dans sa famille, il y avait eu déjà des blonds, des bruns, des chauves et des borgnes, mais jamais de roux — surtout avec une verrue sur le nez. Caprice, diras-tu ? Pas du tout : tradition. J'ai connu les parents et les grands-parents de ta tante Marceline et il est exact que jamais il n'était venu à l'idée d'aucune femme de cette famille d'épouser un homme roux avec une verrue sur le nez. On intervint. On s'interposa. On supplia ta tante qui n'était pas ta tante de ne pas épouser ton oncle qui était ton oncle. Ou plutôt non, qui n'était pas encore ton oncle, vu que tu n'agis quelques mois plus tard. On la fit sermonner par son confesseur. On lui fit écrire par le cousin Charley, qui vit à Cincinnati. On lui présenta qu'elle allait naver sa mère, les mères de ses ancêtres, sa famille, et brouiller entre eux des amis très chers. Rien n'y fit. Elle préféra se séparer de sa mère, lui laisser l'appartement qu'elles habitaient en commun et épouser Mrs Simpson.

— Mrs Simpson ?
— Quoi, Mrs Simpson ? Ton oncle Nicolas !

— Ha, ha, ha...

— Et je dis, moi, que si les enfants et les rois commencent à se marier à leur guise, c'est la fin de tout et l'abomination de la désolation. Tout se perd, tout se perd. J'aurais dû mourir vingt ans plus tôt... Quand je pense que les têtes couronnées qui sont aujourd'hui assises sur des trônes chancelants n'hésitent pas à tendre la main à des cœurs roturiers, je me dis que c'est le désordre, l'anarchie... Ah ! ce n'est pas un roi Français qui aurait fait ça, ils ont beau dire... Tu imagines cela, toi ? la reine Ferronière, ou la reine Pompadour ! Ils savaient sacrifier leurs passions à leur devoir, nos rois ! Et cela n'empêchait pas la jeunesse de prendre du bon temps... Le mariage est une chose sacrée, que diable ! On est roi ou on n'est pas roi...

Quelles nobles paroles, pensais-je à part moi. Et comme je n'avais rien à gagner à taire mon admiration, je m'écriai :

— Quelles nobles paroles !
Un sourire parut sur les lèvres de mon oncle Jules.

Ce qui produisit en moi autant de joie que de peine : joie parce que, toute question d'intérêt mise à part, j'aime que mon oncle témoigne de sa satisfaction à mon égard — peine, parce que sa bonne mine lui promet de mourir centenaire et que, toute question d'intérêt mise à part, je plains de tout mon cœur ces vieillards qui traînent une vie diminuée, gâchée par le grand âge...

Ils feraient mieux de partir plus vite : toute la peine est pour ceux qui restent... Comme dit l'oncle Jules.

Sylvestre HAUTON
P. c. c. Casimir LECOMTE.

BUREAU D'ÉDITIONS
Chèque postal : 943.47



- 4, Rue SAINT GERMAIN L'AUXERROIS, PARIS
- Français ! BERLIN OU MOSCOU ?
Un album d'actualité, 24 pages hélio, format in-4°... 1.»
 - Paul CHOPINE
DE LA ROCQUE VEUT-IL LA GUERRE CIVILE ?
Une brochure... 1.50
 - NUREMBERG CONTRE L'ALLEMAGNE
Un vigoureux plaidoyer pour la défense du peuple allemand et de la paix... 3.»
 - M. ERCOLI
Particularités de la RÉVOLUTION ESPAGNOLE
Une brochure... 0.75
 - M. I. F.
POUR UNE CHINE LIBRE ET FORTE !
Les 15 années de lutte héroïque du P. C. de Chine... 3.»
- DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE

L' URSS et la LIBERTE (Suite de la page 5)

Dans un discours en 1920, Lénine parlait de cette révision du problème de la liberté, il insistait sur le fait que l'on trouverait encore longtemps dans tous les domaines de l'activité soviétique « un petit nombre de travailleurs conscients, « une masse moins développée, et au-dessous, à la base, une masse imbue des habitudes individuelles et par conséquent attachée à cette liberté de spéculation que les contre-révolutionnaires appellent la Liberté et que nous appelons, nous, « héritage du capitalisme ».

L'existence même de la Constitution soviétique de 1936 prouve que cet héritage a été liquidé et que le socialisme lui a succédé. S'il en est parmi

nous qui en doutent encore, qu'ils veuillent bien méditer sur la haine que le capitalisme international voue à l'Union soviétique, à la veille de tant d'entreprises tragiques où notre peuple aura besoin de toute sa lucidité pour apercevoir le chemin de sa liberté. Cette haine de l'univers impérialiste ne s'explique-t-elle point par l'ombre immense que porte sur cet univers la construction socialiste ? Il faudra, avec elle, vaincre ou périr. Et les Français, dans cette lutte, s'apercevront alors des réalités profondes que détient la liberté soviétique et dont ils pourront faire, s'ils le comprennent à temps, la liberté humaine.

André RIBARD.



Une scène de la rue : La boutique à trois sous; première ébauche des monoprix d'aujourd'hui.

MEMOIRES D'UN POLICIER

Par **CANLER**

ANCIEN CHEF DE LA SURETÉ

RESUME DES CHAPITRES PRECEDENTS

Canler naquit en 1797, à Saint-Omer. Son père était un soldat des armées de la République. Il le suivit dans les campagnes de l'Empire et prit lui-même comme soldat une part active aux dernières. Ce n'est qu'en 1820 qu'il entra dans la police comme inspecteur. Il devait devenir en 1849, chef de la Sûreté.

Dans ses mémoires, écrits en 1861, il expose avec beaucoup de minutie les dessous de la police, et ses récits se doublent pour nous d'un vivant intérêt historique en éclairant d'un jour cru les mœurs de l'époque.

Dans notre dernier numéro, nous avons commencé la publication de l'affaire Lacenaire. Lacenaire était un redoutable criminel, d'une réelle valeur intellectuelle, que sa haine de la société portait au crime. Nous terminons, dans ce numéro, la publication de cette affaire, et nul doute que le passage attachant publié ci-dessous n'intéresse au plus haut point nos lecteurs.

L'ÉTRANGE DESTINÉE DE LACENAIRE

BIENTOT, un renseignement en apparence futile nous amena à découvrir que Gaillard n'était pas encore le véritable nom de l'assassin. Avril, le détenu de la Force, que j'avais fait inutilement promener pendant huit jours dans les rues de la capitale, fit savoir que Gaillard avait une tante rentière, assez âgée et demeurant rue Bar-du-Bec, dans la maison d'un emballer. Nous nous rendîmes, le chef du service et moi, à l'adresse indiquée, et après être montés au second étage, nous sonnâmes à une porte au milieu de laquelle s'ouvrait un guichet grillé. Au premier coup de sonnette, personne ne répondit; je sonne une seconde fois, alors le guichet s'ouvre et une voix un peu cassée nous demande :

— Que désirez-vous ?
— Parler à Madame Gaillard.
— C'est moi.
— Nous voudrions, madame, vous entretenir au sujet de votre neveu Gaillard.

— D'abord, messieurs, mon neveu se nomme Lacenaire et non pas Gaillard; ensuite, c'est un mauvais sujet par qui j'ai grand-peur d'être assassinée; aussi est-ce pour lui que j'ai fait pratiquer ce guichet dans ma porte, afin de voir les personnes qui viennent sonner chez moi, et, s'il se présentait lui-même, j'aurais bien soin de ne lui point ouvrir.

Ainsi, d'après ce renseignement, ce caméléon humain qui s'était d'abord appelé Mahossier, puis Baton, ensuite Gaillard, prenait un nouveau nom et se nommait Lacenaire, sans que toutefois ce dût être le dernier; car, quelques jours après, le procureur du roi de Beaune avisait la préfecture de police que Lacenaire avait été arrêté dans cette ville sous le nom de Lévy Jacob, au moment où il cherchait à passer une fausse lettre de change.

Comprend-on après cela qu'un homme

qui changeait si fréquemment de nom et qui paraissait si soigneux de cacher son identité, ait été se loger chez Pageot, sous le nom de Mahossier, qui lui avait servi à piper sa victime ?

Lacenaire fut immédiatement dirigé sur Paris. A son arrivée, nous allâmes, M. Allard et moi, le voir dans sa cellule où il était couché les fers aux pieds, sur le matelas d'un petit lit de camp. Nous lui parlâmes du crime de la rue Montorgueil, il nous avoua être un des auteurs de ce crime, mais sans effronterie comme sans remords. Il parla de cette affaire comme un négociant pourrait parler d'une opération malheureuse. Nous lui demandâmes alors quels étaient ses complices, mais il nous répondit avec véhémence : « Messieurs, nous autres scélérats, nous avons un amour-propre qui consiste à ne jamais dénoncer nos complices, à moins qu'ils ne nous aient eux-mêmes trahis; ainsi n'attendez pas que je nomme qui que ce soit. »

— Je n'ai aucunement besoin que vous parliez, lui répliquai-je, car nous connaissons votre complice : c'est François... (Lacenaire nia en souriant), et je vous dirai en outre que c'est vous qui avez tué Chardon et sa mère.

Alors je lui racontai ce que François m'avait lui-même révélé.

— Ah ! nous dit-il, lorsque j'eus fini, ah ! François a dit cela ! Eh bien ! c'est bon, quand je serai à la Force, je m'informerai, puis après, nous verrons...

— Non seulement François a mangé (dénoncé) sur vous, mais pendant huit jours je me suis promené avec Avril dans les rues de Paris, allant de garnis en garnis, et de marchands de vins en marchands de vins pour tâcher de vous découvrir. Avril remplissant, d'après la demande qu'il en avait adressée, le rôle d'indicateur.

— Ah ! lui aussi, reprit Lacenaire, vrai-

ment, lui aussi ? Eh bien ! messieurs, je verrai et j'aurai l'honneur de vous revoir plus tard.

Effectivement, quelque temps après cet entretien, on vint nous prévenir, le chef de service et moi, que Lacenaire désirait nous parler.

Après avoir été transféré à la Force, il en avait été extrait sur l'ordre du juge d'instruction, et il se trouvait alors à la souricière, grande pièce souterraine où l'on dépose les prévenus en attendant leur interrogatoire.

La femme du gardien, la mère André, nous introduisit. Lacenaire était seul; il nous salua et nous dit :

— Messieurs, lorsque vous êtes venus me voir au dépôt de la préfecture de police, vous m'avez fait connaître ce que François avait dit sur mon compte et ce qu'Avril avait fait pour procurer mon arrestation. Je vous ai répondu que je m'informerai; aujourd'hui, je me suis informé. Je vous ai dit aussi que les scélérats comme moi ne dénonçaient jamais que ceux qui les avaient trahis : eh bien ! tout ce que vous a dit François relativement à l'assassinat Chardon est vrai, sauf toutefois que j'ai incriminé dans ce meurtre ce pauvre H***, qui y est complètement étranger, car c'est un honnête homme. Je vais vous faire connaître toutes les particularités de ce double crime et mes complices dans cette affaire, ainsi que dans celle de la rue Montorgueil. Du reste, pour cette dernière, M. Canler ne s'était pas trompé. Et c'est bien François qui était avec moi en cette circonstance. Je sais bien que, pour la rue Montorgueil, je serai condamné aux travaux forcés à perpétuité, tandis que pour la première, je porterai ma tête sur l'échafaud, mais que voulez-vous, c'est le seul moyen qui me reste pour me venger d'Avril et de François, qui m'ont si lâchement trahi.

Et alors, avec une indignation puisée dans sa rancune, Lacenaire nous raconta les détails de ces deux assassinats, détails que je ne rapporterais pas ici, car les débats les ont suffisamment fait connaître, mais qui établirent incontestablement la culpabilité de François et d'Avril.

Après son jugement, et contrairement aux habitudes suivies quand il s'agit des condamnés à mort, Lacenaire, à cause de ses révélations, était resté à la Conciergerie, où il écrivait ses mémoires. On l'avait placé seul dans une cellule située au bout de la grande galerie à gauche; mais aussi on avait cru devoir prendre des précautions extraordinaires pour empêcher que, dans un moment de désespoir, et afin d'échapper à la honte de l'échafaud, il cherchât à se donner la mort par strangulation ou en s'ouvrant les artères; un homme de garde ne le

quittait ni jour ni nuit. Chaque fois que j'avais occasion d'aller à la Conciergerie, je ne manquais jamais de le visiter, et lorsque j'entraï dans sa cellule, il se levait aussitôt, venait au devant de moi d'un air gracieux, me saluait, le sourire sur les lèvres, m'offrait un siège et me demandait du ton le plus naturel comment je me portais; puis la conversation roulait presque toujours sur des choses étrangères à sa situation. Mais un jour que je le trouvai très occupé de ses mémoires, je m'avisai de l'apostropher à ce sujet en lui disant :

— Ah ! ah ! nous travaillons pour la postérité ? Voilà qui sera bien curieux.

— N'est-ce pas ! Les mémoires d'un assassin ! Ce ne sera pas ordinaire. Je crois que le public les lira avec empressement à cause de la nouveauté...

— Et à cause du personnage, ajoutai-je.

En entendant ces mots, il inclina sa tête en souriant; une légère rougeur couvrit les pommettes de ses joues, et je vis comme un rayon de satisfaction personnelle et de contentement intérieur illuminer tous ses traits. Etrange satisfaction, incroyable contentement, misérable orgueil qui était forcé de chercher son principe, sa cause, sa raison d'être dans la triste célébrité que ses crimes lui avaient si fatalement méritée !

Que de sérieuses et pénibles réflexions ne fis-je pas en écoutant la conversation, souvent pleine de sens et d'esprit, de ce criminel, dont le bourreau allait bientôt faire rouler la tête sur l'échafaud ! Les préjugés qu'il nourrissait contre la société n'avaient pas entièrement perverti chez lui tous autres sentiments, et certes, s'il n'avait pas professé une aussi grande aversion contre l'humanité en général, si l'orgueil et l'envie ne l'avaient pas dominé complètement, il était doué de facultés assez remarquables pour faire honorablement son chemin dans le monde.

Un autre jour, je fis tomber la conversation sur l'affaire de la rue Montorgueil.

— Je crois, lui dis-je, qu'en cette circonstance, vous avez totalement manqué à vos habitudes de prudence.

— Comment l'entendez-vous ?

— Si vous aviez réussi à assassiner Genevey, vous auriez pris la fuite en emportant son argent et ses billets de banque; mais le cadavre serait nécessairement resté dans votre chambre, et la seule différence qui aurait existé entre ce qui est arrivé et ce qui, dans l'autre cas, serait survenu, c'est qu'on aurait trouvé un mort au lieu d'un mourant. Une fois la police venue, nous nous serions également mis en recherche, puis j'aurais découvert, comme je l'ai fait, que Mahossier n'était autre que Baton, puis Gaillard, puis enfin Lacenaire, et n'importe comment, vous seriez tombé entre nos mains.

— Détrompez-vous, monsieur : quand je faisais une de ces sortes d'affaires, j'avais toujours soin d'en prévoir les résultats et d'en arrêter les suites. On a trouvé de la paille dans la chambre de la rue Montorgueil. Eh bien ! si Genevey avait succombé, je l'aurais coupé en morceaux, puis à l'aide de cette paille que j'avais apporté exprès et d'une toile, je l'aurais emballé dans une malle. Cette besogne terminée, j'aurais été louer, à quelques lieues de Paris, une petite maison avec un jardin, et là, l'eau en ébullition pendant vingt-quatre heures aurait entièrement décomposé le corps, le feu aurait ensuite complété l'œuvre de destruction en réduisant le tout en cendres que j'aurais aussi fait disparaître, soit en les jetant dans un trou creusé dans le jardin, soit en les mêlant aux terres. Vous voyez bien qu'alors j'aurais pu défier toutes les polices du monde et vous-même de découvrir le moindre indice du crime. D'ailleurs, chacun aurait connu la disparition du garçon de banque sans en soupçonner la cause, et vous le premier, vous auriez pensé avec bien d'autres que ce garçon s'était enfié pour s'approprier la somme dont il était porteur. Du reste, monsieur Canler, depuis que vous m'avez raconté les recherches que vous aviez faites pour me découvrir, j'ai fait de graves réflexions qui m'ont tout naturellement amené à reconnaître que j'avais eu le plus grand tort de prendre un second dans cette affaire comme dans celle du passage du Cheval-Rouge. J'aurais parfaitement fait ma besogne seul, je l'aurais certes mieux faite, car je n'aurais pas manqué Genevey, qui ne doit la vie qu'à la poltronnerie de François, qui s'est enfié aux premiers cris de ce jeune homme. J'aurais alors eu une douzaine de mille francs, qui, me permettant de vivre pendant trois ou quatre ans sans avoir besoin de recourir à de pareils moyens, m'auraient donné la facilité de déjouer toutes les recherches. D'un autre côté, si je n'avais pas eu François pour complice, il n'aurait pas pu vous faire de

révélations, en allant avec vous, de Sainte-Pélagie à la préfecture. Si Avril n'avait pas participé avec moi au meurtre de la mère et du fils Chardon, je n'aurais pas besoin, pour me venger des démarches qu'il a faites avec vous, de me déclarer l'auteur du double assassinat du Cheval-Rouge, et de porter ma tête sur l'échafaud, afin d'entraîner dans ma perte celui qui m'a trahi. Je suis obligé, ajouta-t-il en riant, d'avouer que, dans ces deux circonstances, je me suis conduit comme un véritable conscript ! Et c'est d'autant plus sot de ma part que déjà je m'étais bien trouvé d'agir seul : je n'aurais pas dû l'oublier.

— Comment cela ?
— Oh ! ce sont des affaires passées et qui sont tombées dans l'oubli.

— Vous le croyez, peut-être !
— J'en suis certain. Mais comme j'ai été seul en jeu dans ces circonstances, je puis bien vous les raconter, car elles ne compromettent personne et vous prouveront que lorsqu'on a son libre arbitre on est toujours plus à l'aise soit pour agir, soit pour s'arrêter à temps.

« Lorsque j'étais à Lyon, j'allais un soir aux Brotteaux faire une orgie avec quelques camarades, que je quittai vers deux heures du matin. Je revenais seul à mon domicile, lorsqu'en passant sur le pont Morand, je rencontrai un monsieur fort bien mis et sur le gilet duquel brillait une grosse chaîne. Sa démarche était un peu trébuchante; je m'approchai de lui, nous étions seuls sur le pont, et, n'entendant aucun bruit, d'une main je le saisis à la gorge, et de l'autre je lui enlevai prestement sa chaîne et sa montre, ainsi que son portefeuille, placé dans la poche de côté de sa redingote, et qui, par parenthèse, contenait cinq billets de mille francs; puis, profitant de la suffocation que je lui avais fait éprouver, je le pris aussitôt à bras le corps et le précipitai dans le Rhône où il disparut. Je n'ai jamais su quel était cet homme dont je ne m'occupai plus, car j'avais opéré seul et je n'avais par conséquent rien à redouter.

« Une autre fois, peu de temps après ma sortie de la prison de Poissy, je vins habiter Paris, et, comme je possédais une petite somme d'argent, j'allai au Palais-Royal tenter la fortune dans une maison de jeu. En quelques minutes, je fus à sec. A côté de moi se trouvait un jeune homme que la chance favorisait d'une manière toute particulière, car chaque fois qu'il plaçait soit sur la rouge, soit sur la noire, il gagnait; aussi à dix heures du soir, se retirait-il avec une dizaine de billets de banque de mille francs. En le voyant partir, il me vint subitement l'idée de le suivre, de le tuer et de m'emparer ensuite de ses billets de banque; mais je réfléchis bientôt que l'heure peu avancée de la nuit ne me permettrait pas de mettre mon projet à exécution avec succès. Je me dis mentalement : partie remise n'est pas perdue. Le lendemain et jours suivants, j'étais, dès neuf heures du soir, installé au tapis vert, en attendant un nouveau favori de la fortune, qui, se retirant après minuit, me donnât chance de réussite. J'en étais à ma huitième soirée d'attente lorsque vers minuit je vis arriver un monsieur qui se plaça en face de moi. Il déposa un billet de cinq cents francs sur la rouge, il gagna et continua de gagner, si bien qu'à une heure du matin il plaçait dans son portefeuille trente billets de mille francs, puis se retirait sans mot dire. Je le suivis. Arrivé rue Blanche, dans un endroit assez obscur, je m'approchai de l'heureux joueur et, levant un poignard sur lui, je le menaçai de l'en frapper s'il proférait une seule parole. Ce pauvre diable ne dit mot, car il était plus mort que vif; j'allais m'emparer sans difficulté de l'objet de ma convoitise, lorsque nous entendîmes les pas cadencés d'une patrouille qui se dirigeait vers nous. Le courage lui revint aussitôt et il se mit à crier de toutes ses forces : « Au secours ! A l'assassin ! » Je n'eus que le temps de prendre la fuite au plus vite pour ne pas tomber entre les mains de la garde. J'étais seul et je m'échappai, heureusement; si j'avais eu un complice, il m'aurait préoccupé, par conséquent gêné dans ma course, et peut-être alors l'un de nous deux eût-il payé de sa liberté un moment de maladresse. L'insuccès de cette affaire me donna à réfléchir, et je renonçai à ce moyen que j'avais d'abord cru infaillible, mais que présentait trop de dangers dans son exécution.

J'avais écouté, sans l'interrompre, cet être si froidement criminel; les réflexions s'étaient succédées dans mon esprit, et, résumant le fond de ma pensée, je lui dis :

— Mais savez-vous, Lacenaire, qu'il est heureux pour l'humanité qu'il se trouve dans la société peu d'hommes comme vous ?

— Vous voulez dire, me répondit-il, que cette société à laquelle j'avais déclaré la guerre, et que j'ai si longtemps poursuivie d'une haine implacable, sera

fort heureuse de voir rouler ma tête ? Je le sais ! Elle m'a vaincu, il est bien juste que je subisse la loi du talion.

Un autre jour, je l'engageais à faire des révélations relatives aux crimes qu'il avait pu commettre avec des complices, ou à ceux dont les détails seraient parvenus à sa connaissance.

— Vous rendriez, lui dis-je, un grand service à la société, qui certes vous en serait reconnaissante.

— Et pourquoi voulez-vous que je cherche à mériter la reconnaissance de la société ? N'ai-je pas été son cruel ennemi ? Ne lui ai-je pas fait une guerre acharnée ? Ne l'ai-je pas poursuivie par tous les moyens qui étaient en mon pouvoir ? Non, non ! Si jamais je faisais des révélations, ce serait pour être utile à la police, qui s'est montrée pleine de bons soins pour moi, ce dont je lui suis infiniment obligé; et encore, pourquoi le ferais-je ? Cela changerait-il quelque chose à ma position ? Non; et d'ailleurs, je préfère emporter dans ma tombe l'estime des malheureux que la misère, la souffrance ou l'ingratitude de la société ont jetés dans la voie que j'ai moi-même parcourue.

Je répliquai que les motifs qu'il donnait pour excuser les crimes ne pouvaient être acceptés, qu'il était de la dernière évidence que les vices engendraient seuls les coupables, qui demandaient alors au crime plutôt qu'au travail les moyens, ou de se procurer un



Un gendarme vers 1835.

bien-être dont ils sont indignes, ou de satisfaire leurs passions.

— Je ne veux pas discuter avec vous, me répondit-il; mais du reste, n'espérez rien tirer de moi. Je vous ai fait connaître mon opinion au sujet de la délation, je ne m'en départirai jamais.

Lacenaire et Avril étaient condamnés à mort; quelques jours encore, et leur tête allait tomber. Par un de ces mouvements de l'âme impossible à définir, ces deux hommes, qui s'étaient assez hais pour se perdre l'un par l'autre, se réconcilièrent sincèrement, et, pour célébrer cette réconciliation, on les fit dîner ensemble. Entre autres mets, on leur servit un poulet rôti, et, comme il en découpait les cuisses, Avril, voyant le sang jaillir sur son couteau, s'écria : « Tiens ! il n'est pas assez cuit, vois donc, Lacenaire, voilà du sang. »

— Eh bien ! répondit Lacenaire, est-ce que le sang te ferait peur par hasard ?

Et ils se mirent à plaisanter sur le sang qu'ils avaient répandu et sur le leur qui allait bientôt couler. Atroces plaisanteries qui prouvaient la froide cruauté de ces deux misérables !

Le 9 janvier 1836, ils furent transférés à la prison de Bicêtre; ils en devinèrent parfaitement les motifs et se dirent :

« Ah ! ah ! il paraît que ça va bientôt finir. » En effet, le soir même je montai en fiacre avec le chef du service et mon secrétaire. Nous avions mission d'annoncer aux condamnés que le jour de l'exécution était fixé au lendemain, mais que, s'ils avaient quelques révélations à faire, on leur accorderait un sursis. C'était pousser l'homme dans ses derniers retranchements, et faire luire à ses yeux le mirage d'une prolongation indéterminée d'une vie dont le terme était fixé.

Avril fut amené au greffe. Le chef du service lui annonça quel était le but de notre visite, et Avril, avec sa nonchalance ordinaire, se borna à répondre : « Je n'ai rien à dire. » Lacenaire fut amené à son tour; il entra, comme toujours, le sourire sur les lèvres en nous disant :

— Ah ! bonsoir, messieurs, comment vous portez-vous ?

— Lacenaire, lui dit M. Allard, je suis chargé par M. le procureur général et M. le préfet de police de vous demander si vous n'avez point quelques révélations à faire.

Mais, en disant ces mots, le chef du service était devenu d'une pâleur extrême, et sa bouche balbutiait plutôt qu'elle ne prononçait ces paroles, qui, dans cette circonstance, équivalaient presque à un arrêt de mort.

— Ah ! ce n'est que cela ? interrompit Lacenaire qui avait remarqué son trouble, rassurez-vous, monsieur ! vous venez m'annoncer que c'est pour demain, n'est-ce pas ? Eh bien ! autant demain qu'après, puisqu'il faut toujours en venir là. Cela fait que je n'en serai plus tôt débarassé.

Puis, après avoir échangé avec nous quelques paroles insignifiantes, il nous dit au moment de nous quitter :

— Ah ! ça, messieurs, j'espère bien que j'aurai l'honneur de vous voir demain matin à la barrière Saint-Jacques ?

Nous lui fîmes un signe de tête et il fut reconduit à sa cellule. Quelques minutes après, en traversant la cour pour rejoindre notre voiture, une voix bien connue vint frapper nos oreilles : c'était celle de Lacenaire qui, occupant un cabanon situé sur la cour et contigu à celui d'Avril, causait avec son complice d'une cellule à l'autre.

— Dis donc, Avril, disait Lacenaire, j'ai oublié de dire quelque chose à M. Allard, si je le faisais demander ?

A ces mots, nous nous arrêtâmes pour entendre leur conversation.

— Eh bien ! reprit l'autre, fais-le appeler; il ne peut être loin.

— Ah ! bah ! ce n'est pas la peine, autant que ce soit fini tout de suite.

Puis un instant après, s'adressant encore à son complice, il lui cria d'une voix forte :

— Avril ! la terre sera bien froide demain !

— C'est vrai ! répondit celui-ci.

Et un instant de silence suivit ces mots.

— Père Thomas ! reprit Avril en s'adressant au gardien chargé de le veiller pendant la nuit, je vous donne bien du mal, n'est-ce pas, mon vieux ?

— Ah ! que veux-tu, mon garçon, c'est mon état, à moi !

La conversation n'allait pas plus loin, car Lacenaire, s'adressant de nouveau à son complice, lui cria :

— Bonsoir, Avril, bonne nuit !

— Bonsoir, Lacenaire ! répondit l'autre.

Puis tout rentra dans le silence, et nous nous retirâmes fort émus d'avoir entendu un pareil dialogue de la part de deux hommes qui, dix heures plus tard, devaient mourir de la main du bourreau.

Le lendemain, la voiture qui les conduisait n'arriva au lieu de l'exécution qu'à huit heures trois quarts, par suite du mauvais état des chemins. Voici en quels termes la *Gazette des Tribunaux* rendit compte de cette double expiation :

« A neuf heures moins un quart, le funèbre cortège est arrivé au pied de l'échafaud qui avait été dressé à une heure après minuit à la lueur des torches. Lacenaire descend brusquement de la voiture, la pâleur de son visage est effrayante, son regard est vague et incertain, il balbutie et semble chercher des paroles que sa langue se refuse à articuler; Avril descend après lui d'un pas leste et décidé, et jette un regard tranquille sur le public; toujours résigné, il s'approche de Lacenaire et l'embrasse : « Adieu, mon vieux, lui dit-il, je vais ouvrir la marche ! » Il monte d'un pas ferme les degrés de l'échafaud, on l'attache sur la planche fatale, il se retourne encore et dit : « Lacenaire, mon vieux, allons, du courage ! Imite-moi ! » C'est sa dernière parole et le couteau fait rouler sa tête sur les planches de l'échafaud. Pendant cet horrible moment, Lacenaire est au pied de l'escalier, M. l'abbé Montès cherche à détourner son attention de

l'effroyable spectacle qu'il a devant les yeux... « Ah ! bah ! » répond Lacenaire d'une voix atterrée... En vain cherche-t-il à faire croire à une assurance qu'il n'a pas. « Monsieur Allard est-il là ? » demande-t-il d'une voix de plus en plus éteinte. — Oui, lui répond M. Canler, sous-chef au service de sûreté... — Ah ! j'en suis... bien aise... Il avait annoncé qu'il parlerait au peuple; mais il n'en a plus la force; ses genoux fléchissent, sa figure est décomposée, il monte les degrés, soutenu par les aides de l'exécuteur et le coup fatal a bientôt mis fin à ses angoisses et à sa vie.

Dans le récit de la *Gazette des Tribunaux*, tout ce qui concerne Avril est de la plus grande exactitude, mais il n'en est pas de même pour ce qui se rapporte à Lacenaire. J'ai vu et entendu tout ce qui s'est fait, tout ce qui s'est dit au moment de l'exécution car j'étais un des témoins les plus rapprochés de l'échafaud et des patients, auxquels j'ai parlé; tout ce sinistre épisode est resté gravé dans ma mémoire d'une manière ineffaçable, et en voici la narration exacte et fidèle :

Lacenaire descendit lestement de la voiture, embrassa Avril, et, m'ayant aperçu à sa droite, me salua gracieusement de la tête, puis me dit : « Ah ! vous voilà ! bonjour, monsieur Canler, c'est bien à vous d'être venu ! M. Allard est-il là ? — Oui, lui répondis-je. » Pendant ce colloque, sa physionomie était souriante et ne dénotait aucune préoccupation d'anxiété; Avril monta hardiment les degrés de l'échafaud; quand il fut attaché sur la planche fatale, il jeta la tête en arrière et cria d'une voix forte :

« Adieu, mon vieux Lacenaire ! Du courage ! A quoi Lacenaire répondit d'une voix pleine et énergique : « Adieu, adieu ! » Le sieur Desmarest, exécuteur des hautes œuvres à Beauvais, beau-frère de celui de Paris, qui était venu assister dans cette double exécution, s'approcha alors de Lacenaire, et le prenant par les épaules, le força à se retourner pour qu'il ne pût voir l'instrument de supplice; Lacenaire céda à l'impulsion, mais, se retournant aussitôt, il leva de nouveau la tête pour regarder l'horrible scène qui se passait derrière lui, il contempla le couteau suspendu sur la tête de son complice, y jeta deux fois les regards en signe de défi, en disant : « Je n'ai pas peur ! Va ! Je n'ai pas peur ! » et ce ne fut que par la force qu'on le contraignit à se retourner de nouveau. Bientôt, il monta lui-même d'un pas assuré les marches de l'échafaud, et une seconde après il n'existait plus.

Je dois, pour rendre hommage à la vérité, expliquer la contradiction qui existe entre l'article de la *Gazette des Tribunaux* et ma narration.

La façon excentrique dont Lacenaire s'était posé pendant l'instruction et les débats lui avait acquis une déplorable célébrité, par suite de la persistance que la presse apportait chaque jour à attirer sur ce grand criminel la curiosité des lecteurs. Les paroles rapportées, la publication des vers qu'il avait composés, l'annonce de l'impression prochaine de ses mémoires, tout cela pouvait être d'un exemple aussi fâcheux que contagieux pour certains caractères enclins à se croire méconnus dans la société, et poursuivis par la funeste idée d'arriver à se faire une célébrité de quelque nature que ce fût. Aussi cette considération déterminait l'autorité à vouloir, avec raison, dans l'intérêt de la morale, que Lacenaire, le grand criminel, le grand assassin, l'homme qui s'était fait un jeu de la vie de ses semblables et qui avait répandu leur sang avec une froide cruauté, que Lacenaire, dis-je, parût avoir faibli dans ses derniers moments, et que le public crût qu'il était mort en lâche.

La *Gazette des Tribunaux* avait chargé un homme de lettres, étranger à sa rédaction, de faire le compte rendu de l'exécution; mais cette personne, n'ayant pu approcher de l'échafaud, avait prié un employé au journal de prendre à la préfecture des informations qui lui furent données de telle sorte que l'article fut rédigé dans le sens qu'on désire.

Tels sont les faits que je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de faire connaître, attendu qu'en me décidant à raconter mes souvenirs, je me suis imposé la loi d'être véridique, et que les motifs qui avaient engagé l'autorité à altérer la vérité n'existent plus aujourd'hui. Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis cette sinistre affaire, depuis l'époque où la spéculation s'était emparée des faits et gestes de ce grand coupable pour les livrer à l'avidité curieuse publique, sans se demander si ce n'était pas dresser un piédestal au crime que de raconter les actes et les paroles d'un scélérat avec le soin minutieux qu'on ne devrait apporter que lorsqu'il s'agit du compte rendu de la réhabilitation d'un innocent, victime d'une fatale erreur.

(A suivre.)

LE DR
Q

fort de
sa dispos
ceux-ci
les vill
riez-vous
sont con
de la vig
nourries,
jours un
vingts, s
Que dir
que ces
le travail
d'avoir
s'avisent
on les m
les enter
croire et
truosité
vraie, il
gne en
français
vous app
l'autorité
femmes,
car vous
la peau
Pourtant
gne, par
longtemp
se serait
ferait-ell
sent au
particul
français
dre plus
saisissan
trouvée
tout ple
d'une A
rement
l'île.

L'aut
après so
ment de
digènes
tice qui
pose qu
celles-ci
paye-t-o
caféin
ont-ils é
mis les
puis cin
laient se
fin : «
les femm
travaillé
gascar ?



LE DROIT ÉGAL POUR TOUS

QUELLE impression auriez-vous si l'on vous contait que dans telle province française un riche propriétaire fait déclarer officiellement que la récolte de sa vigne est un travail « administrativement obligatoire » et que fort de l'appui des autorités mettant à sa disposition deux gendarmes, il envoie ceux-ci réquisitionner des femmes dans les villages environnants. Que penseriez-vous en apprenant que ces femmes sont contraintes par la force au travail de la vigne, logées à la belle étoile, pas nourries, et reçoivent au bout de trois jours un salaire de UN FRANC QUATRE-VINGTS, soit SOIXANTE CENTIMES par jour? Que diriez-vous enfin si l'on ajoutait que ces femmes n'ont le droit de quitter le travail sous aucun prétexte, avant d'avoir été remplacées et que, si elles s'avisent d'aller se plaindre aux autorités, on les met en prison sans même vouloir les entendre? Vous ne voudriez pas le croire et, pourtant, pour que cette monstruosité devienne vraisemblable et même vraie, il suffit que vous changiez la vigne en plantation de café, la province française en district de Madagascar, que vous appeliez le propriétaire, colon, et l'autorité AD-MI-NIS-TRA-TION. Quant aux femmes, ce sont exactement les mêmes, car vous m'accorderez que la couleur de la peau ne saurait créer une différence. Pourtant si cela se passait en Bourgogne, par exemple, vous seriez depuis longtemps indignés, votre protestation se serait fait entendre; la distance nous ferait-elle oublier les liens qui nous unissent aux exploités du monde entier, et, particulièrement, à ceux des colonies françaises? Transposé pour vous le rendre plus sensible, ce récit n'est pas moins saisissant replacé dans son cadre. Je l'ai trouvé dans un journal de Madagascar tout plein des scandaleux agissements d'une Administration fascisante et entièrement dévouée aux riches colons de l'île.

L'auteur de l'article croit pouvoir, après son récit, s'adresser au Gouvernement de Front populaire, de qui les indigènes attendent la justice, cette justice qui, hélas! se fait attendre, et lui pose quelques questions. Entre autres, celles-ci : Sur quel chapitre du budget paye-t-on les gardes au service du riche caféin : En vertu de quelle décision ont-ils été affectés? Quel crime ont commis les trois femmes emprisonnées depuis cinquante jours? (celles qui voulaient se plaindre du travail forcé). Enfin : « La loi française condamne-t-elle les femmes Malgache qui ne veulent pas travailler au service des colons à Madagascar? » Quelle réponse pourrait-on

LA FEMME, L'ENFANT, LE FOYER



Trois femmes du plus pur type Malgache.

fournir? ! Le droit égal pour tous aussi bien dans la Métropole que dans les Colonies, voilà ce dont nous devons demander l'application. Il faut aussi essayer de percer le voile d'ignorance dont on nous entoure et ébrécher le mur d'indifférence élevé entre nous et les malheureux peuples colonisés, d'autant plus opprimés et exploités, il faut le dire, qu'ils sont plus

abandonnés des travailleurs de la Métropole et privés d'une solidarité susceptible, lorsqu'elle se fait agissante, d'accomplir des miracles.

Ce ne sont pas d'ailleurs des miracles que les indigènes attendent du Front populaire, mais la plus simple, la plus élémentaire Justice.

Lulu JOURDAIN.

MODE & COUTURE



Nous avons donné, la semaine passée, un modèle de robe un peu « habillée » convenant à une femme jeune et mince. Voici aujourd'hui deux robes destinées à des personnes plus « épaisses » et ayant dépassé la première jeunesse. Ce sont également des modèles habillés en crêpe de Chine ou satin, bien entendu d'une couleur sombre (sinon noir, qui est le plus mince, du moins bleu ou marron très foncé). Pas d'encolures montantes pour les poitrines fortes ou pour encadrer un visage un peu tombé, un cou dont le contour a perdu sa pureté, mais des décolletés allongés que l'on remplira d'une garniture (jabot, cravate, volant tuyauté, etc.), d'une étoffe claire. A la taille, pas de ceinture, mais une applicaton incrustée en forme de nœud. Dans le dos, on retrouvera la même incrustation, mais celle-ci, composée de deux bandes ayant la même largeur du haut du corsage jusqu'au bas de la jupe. A la taille, on pourra faire partir de côté quelques pinces transversales, selon qu'on sera plus ou moins forte. Dans l'intérieur du décolleté un double tuyauté d'organdi blanc.

L'autre modèle se compose d'un fourreau très ajusté formant fond de robe et légèrement fendu dans le bas pour ne pas entraver la marche. Il est conçu en satin noir. Par-dessus, vient une tunique

très longue en crêpe de Chine très épais et qui se boutonne du haut en bas (on pourra la porter avec une partie du corsage et de la jupe non boutonnée). Un col assez large et à l'intérieur une cravate de satin blanc très brillant. Les manches sont assez larges et resserrées dans le bas par un petit poignet fermé par le même petit bouton rond en même tissu. Le haut de la tunique et le bas sont reliés par une bande droit fil et montés si on le veut avec quelques fronces. Le dos est tout droit, tout uni et ne comporte aucune indication spéciale.

les conseils
de *Ginette*

NOTRE CUISINE

LES GNOCCHIS

Très souvent on achète les gnocchis tous préparés chez le boulanger ou le pâtisseriesier, pourquoi ne pas les faire soi-même? En voici la recette. Mettez dans une casserole la valeur de deux verres de lait et faites-le bouillir; jetez-y en pluie quatre cuillerées de semoule de blé ou de maïs et tournez à feu doux jusqu'à ce que vous obteniez une bouillie épaisse. Sortez du feu, laissez tiédir et ajoutez un œuf et une poignée de fromage râpé (gruyère ou parmesan). Vous versez alors cette pâte à l'épaisseur d'un doigt sur une planche à pâtisserie saupoudrée de farine et vous coupez des petites rondelles à l'aide d'un petit verre à liqueur et vous les arrondissez avec les doigts. Saupoudrez-les de râpé et dressez-les dans un plat à gratin; arrosez de beurre fondu et mettez au four environ dix minutes. On peut les manger tels que, avec une viande rôtie ou arrosés de sauce tomate.

CONSEILS PRATIQUES

Pour le meilleur entretien des vêtements que faut-il faire? Il faut, avant tout, en prendre soin, c'est-à-dire faire attention à ne pas les tacher, à ne les déformer que le moins possible (en évitant, par exemple, de bourrer les poches à l'excès s'il s'agit de vêtements d'hommes), en les plaçant sur un cintre dès qu'on les enlève et en les accrochant, bref, en évitant aussi longtemps qu'on le peut de les donner au teinturier! Non pas seulement par économie, mais parce que les vêtements gagnent à aller au « pressing » le moins possible. Cela tout le monde le sait, de même que tout le monde sait qu'il ne faut jamais attendre pour réparer un petit accroc ou une couture qui se défait, pour recoudre un bouton... mais ce que l'on sait moins, c'est qu'il n'est pas tellement bon pour les vêtements de laine d'être brossés tous les jours : la brosse, souvent trop dure, use prématurément le tissu. Le brossage n'est pas toujours fait en tenant compte du sens de l'étoffe; il est donc préférable, à moins de taches récalcitrantes, de remplacer la brosse par l'éponge. Que ce soit la grosse éponge végétale ou l'éponge ordinaire, même précédée. Mouillez-la en la trempant dans l'eau fraîche, tordez-la soigneusement et passez-la sur toutes les parties du vêtement, et dans le sens de l'étoffe, en la rinçant et la tordant plusieurs fois au cours de l'opération. Lorsque l'étoffe est un peu luisante, que sa couleur (si elle est sombre) semble un peu ternie, vous pouvez ajouter avec avantage dans votre eau quelques gouttes d'ammoniaque.

Quelques autres recommandations peuvent vous être utiles. Lorsque, pour enlever une tache, vous vous servez d'un chiffon ordinaire, vous devez ensuite vous battre avec les peluches qu'il a laissées sur l'étoffe. Employez un morceau de toile à matelas bien lessivée et vous ne connaîtrez plus cet inconvénient. De même pour les pattes-mouilles.

Il est également préférable de ne pas enfermer dans une armoire les vêtements que l'on vient de quitter, mais de les aérer un bon moment près d'une fenêtre ouverte ou tout au moins hors du placard.

Réclamez dans vos

BISCUITS
PAINS D'ÉPICES
GAUFRETTES



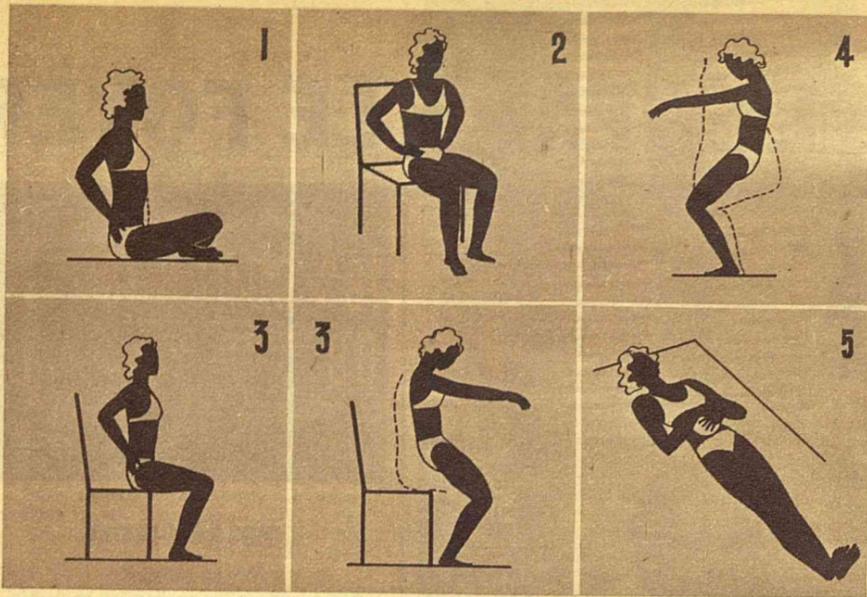
Coopératives et partout

PETITS FOURS
SABLÉS
PAIN DE GÈNES

BISCUITERIE L'IDEALE

de la COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION

46 et 48, Rue Auguste-Blanqui, GENTILLY (Téléph. : Alésia 58-15)



5 MINUTES DE CULTURE PHYSIQUE

1. Assise par terre, en tailleur. Étirez-vous en commençant par tirer les muscles du ventre de façon à le rendre aussi plat que possible (pour les femmes ayant du ventre il faut qu'il ne fasse plus de plis) et tirez ensuite les muscles du dos, restez ainsi étirée sans lever les épaules, puis relâchez-vous en expirant jusqu'au bout de votre souffle.

2. Assise sur le bord d'une chaise, pieds légèrement écartés. Même exercice que le précédent.

3. Toujours assise sur le bord de la chaise, les pieds solidement posés au sol. Levez-vous en tirant d'abord sur les muscles du postérieur. L'effort doit se concentrer aux muscles fessiers. Cela fait basculer le bassin en avant, c'est-à-dire : le postérieur baisse légèrement tandis que le ventre remonte. Rasseyez-vous lentement et recommencez 5 ou 6 fois.

4. Faites le même mouvement que précédemment mais cette fois sans la chaise, en équilibre.

5. Couchée sur le sol, bien à plat sur le dos, prenez un ballon pesant 1/2 livre environ et faites-la rouler sur le ventre, en lui faisant faire un mouvement de spirale dans le sens des aiguilles d'une montre.

Marie LATOUR.

COMMENT NAPOLEON LE PETIT ÉTRANGLA LA LIBERTÉ

(Suite de la page 10)

Dans le Sud-Est, le bourg des Mées (arrondissement de Digne) est le théâtre d'une bataille rangée et sanglante entre les paysans bas-alpins et les troupes expéditionnaires de Marseille. On se soulève encore à Cavaillon (Vaucluse), à Crest et à Saint-Marcel (Drôme), à Privas (Ardèche), aux environs de Nîmes et dans la région de la Gardonnenque (Gard), à Béziers, à Capestang, à Bédarieux, à Pézenas (Hérault). Dans la *Fortune des Rougon*, Emile Zola a admirablement décrit ces soulèvements des paysans des Bouches-du-Rhône et du Var, s'unissant sous les plis du drapeau rouge pour la défense de la liberté.

Au lendemain de l'écrasement, trente-deux départements sont soumis à l'état de siège. Environ 100.000 arrestations sont opérées, dont 26.000 à Paris. Quatre commissions militaires sont chargées de statuer sur le sort des prisonniers. Il y a plus de 10.000 condamnations. Parmi les déportés, les uns sont dirigés sur Cayenne, les autres sur Lambessa. Ceux qui réussissent à s'échapper gagnent la Suisse, la Belgique, l'Angleterre et l'Amérique. Quatre-vingts représentants sont bannis; parmi eux : Victor Hugo, Martin Nadaud, Flotte, Eugène Sùe, Lagrange, Schœlcher, Esquiros, Agricol Perdiguier, Edgar Quinet, Madier de Montjau, Malardier, le colonel Charras, Bancel, Mathieu de la Drôme.

La classe ouvrière est brimée. Tous ses groupements corporatifs sont brutalement dissous. A Paris, la *Fraternelle des Fondateurs*, les Associations des peintres sur porcelaine, des potiers, etc., sont frappées. Dans la région lyonnaise, le général de Castelane, qui va devenir bientôt maréchal de France et sénateur, détruit la coopérative de consommation, les *Travailleurs unis*, qui date de 1848, et réunit 2.500 adhérents; il disperse de même l'Association des ouvriers rubaniers de Saint-Etienne, qui remonte également à 1848 et ne compte pas moins de 5.000 membres.

Certaines communes sont dépeuplées par les arrestations et les proscriptions. On écrit de Marseille, le 24 janvier 1852, au *Messager du Midi* : « Il y a maintenant des communes du Var et des Basses-Alpes où le nombre des insurgés et, par conséquent des incarcérés, est si considérable, que les bras manquent pour les travaux des champs... »

L'ORDRE REGNE

Vraiment, l'ordre règne. L'archevêque Sibour peut entonner à Notre-Dame un *Te Deum* triomphant. Les faubourgs peuvent murmurer le refrain populaire dû à Gustave Leroy :

*Républicains, voici la guillotine;
A l'Elysée, on dansera ce soir.*

Certains républicains bourgeois ont amèrement reproché aux travailleurs et aux socialistes leur prétendue abstention au 2 décembre. Ce seraient eux qui, en ne répondant pas en assez grand nombre et avec assez d'empressement à l'appel des députés montagnards, auraient laissé faire et laissé passer le coup d'Etat de Bonaparte.

C'est calomnier les blouses; c'est aller contre les faits.

D'abord, où sont, à l'heure du coup d'Etat, les représentants qualifiés, valorisés, du socialisme? Blanqui, Raspail, condamnés par la Haute-Cour de Bourges pour l'affaire du 15 mai 1848, sont détenus, l'un au pénitencier de Belle-Ile, l'autre à la citadelle de Doullens. Proudhon est à Sainte-Pélagie. Louis Blanc, Caussidière, Boichot, Victor Considerant, Félix Pyat, sont en exil depuis la journée du 13 juin 1849. De nombreux militants, moins connus, sont, depuis les journées de juin, déportés en Algérie.

Et puis, ceux qui sont encore libres, ont, de toutes leurs forces, dans toute la mesure possible, lutté contre le coup d'Etat. A côté de quelques radicaux, ou, comme on disait alors, de Montagnards, qui, comme Brillier, Schœlcher, Maigne et Madier de Montjau, font preuve du plus grand courage, ce sont les socialistes qui, sur les barricades, sont au premier rang. Il ne faut pas oublier que Denis Dussoubs était un socialiste militant, que Baudin se proclamait communiste et se réclamait de la tradition de Babeuf.

Enfin, si nous nous reportons à la statistique — infiniment incomplète, nous l'avons dit plus haut — établie par M. Trébuchet et qui donne, avec leurs adresses et leurs professions, les noms des victimes officiellement enregistrées, nous observons que sur 191 personnes citées, à l'exception d'un pharmacien, d'un propriétaire, d'un avocat, d'un rentier, d'un architecte et de deux ou trois négociants, toutes sont, soit des commis et employés, soit des travailleurs appartenant aux divers corps de métiers (menuisiers, ébénistes, cordonniers, scieurs de pierres, peintres, etc.).

Quant aux paysans qui ont pris les armes, le fait qu'ils s'intitulent ici démocrates-socialistes, là républicains socialistes, ailleurs révolutionnaires sociaux et qu'ils arborent le drapeau rouge, indique suffisamment leurs tendances et leurs opinions.

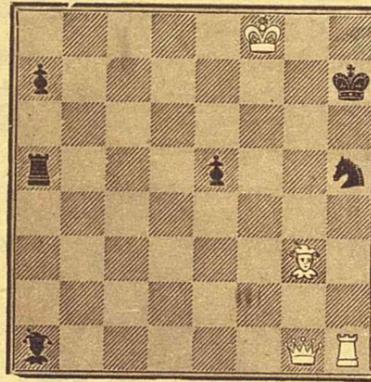
Mais pour que le prolétariat parisien, au lieu de mettre en ligne quelques centaines des siens, puisse mobiliser les cent mille travailleurs qui auraient mis en déroute Badinguet et ses complices, il n'aurait pas fallu le mitrailler et le déporter en juin.

Alexandre ZEVAES.

JEUX ET DISTRACTIONS

ECHECS

N° 42.
F. Palatz



Echiquier 1936
Mat en deux coups.

Solution du N° 40

La clef a pour but de donner le trait aux noirs après un retour à la position initiale. Ce problème miniature (pas plus de 7 pièces) est brisé sur l'idée de zugzwang.

1. F.h1 C.g2 3. F.f3 C. joue
2. f4 C.xf4 4. F.xd5 mat.

Partie jouée par correspondance dernièrement en Suisse.

1. e4. e5 2. Cf3, Ce6 3. F.e4, Cf6 (A)
4. Cg5, d5 5. e.xd5, C.xd5 (B) 6. C.xf7,
R.xf7 7. Df3, Re6 8. Ce3, Ce7 9. d3 ?
g6?? (C) 10. Fg5, Fg7 11. C.xd5, Rd7 12.
F.xc7, De8 13. Dh5+, Re6 14. Cb4+,
Rb6 15. De3+, Ra3 16. Dc5+, b5 17.
Ce6+, D.xc6 18. D.xc6, b.xc4 19. b4+,
c.xb4 20. a.xb3 mat.

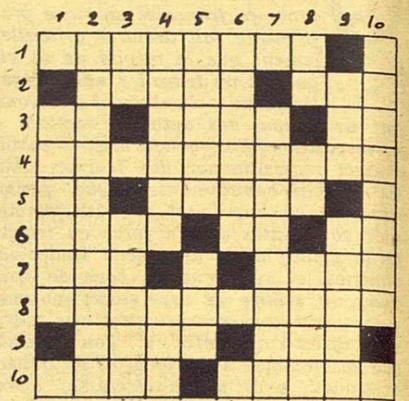
SOLUTION DU N° 39

B	A	R	C	E	L	O	N	E	
R		H	A	N		B	U	S	C
A	N	E		G	A	I	E	T	E
V	O	T	R	E	S		E	U	
O	N	E	I	L		S	S	R	U
U		U	S	U	R	E		G	
R		R		R		L	I	E	N
E	S	S	I	E	U		T	O	I
P			S	A	L	O	N		
T	A	N	K		S	E	N	S	E



LES COMPAGNONS DE « REGARDS » A L'HONNEUR !

Notre ami ROCHETTE, à Saint-Etienne, qui se classe parmi les meilleurs vendeurs de « Regards ».



MOTS CROISÉS

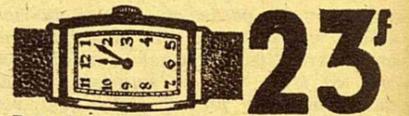
(Problème N° 40)

HORIZONTALEMENT

1. Militant et théoricien du Marxisme. — 2. Certain meuble. — Ce qu'il y a de plus vil. — 3. Possessif. — Lac d'Italie. — Affirmation. — 4. Celle des militaires est farouche, devant les « nationaux ». — 5. Note. — Rivière de France. — 6. Espace de temps écoulé. — Sur la Rose des Vents. — 2 lettres de. — 7. Enleva. — Vin doux qui n'a pas encore fermenté. — 8 D'une province française. — 9. Département. — Venu au monde. — 10. Dans l'Eure-et-Loire. — Un effort fait avec un levier.

VERTICALEMENT

1. Ville de France sous un ciel de Bosphore. — 2. Action d'appropriier une chose à une autre. — 3. Interjection. — Ville d'Italie. — 4. De nombreux ont été abattus ces temps derniers par les républicains espagnols. — Levant, orient. — 5. Panier à mesurer le charbon dans les forges. — Lieu où l'on se bat en duel. — 6. Roche primitive avec structure schisteuse. — 7. Sorte de canapé à l'orientale. — 8. Article arabe. — Terminaison de participe. — On les engraisse pour les manger. — 9. Préfixe. — Habitant d'un pays ami. — 10. Certaine pomme.



Bracelet Dame, plaqué or... 25 fr.
Directement de la Fabrique
à nos Clients. Garantie 6 ans
A ces prix exceptionnels, il ne sera pas délégué plus de 3 montres par client.
Sté Horlog. Doubs, 96, r. d'Hauteville, Paris

regards

ABONNEMENTS

FRANCE & COLONIES

3 mois : 15 fr. - 6 mois : 26 fr.
un an : 48 fr.

BELGIQUE - SUISSE

LUXEMBOURG - CANADA

6 mois : 33 fr. - un an : 60 fr.

Pays de l'Union postale.

6 mois : 35 fr. - un an : 65 fr.

2° Autres pays.

6 mois : 45 fr. - un an : 80 fr.

Pour chaque changement d'adresse envoyer la bande de dernier numéro reçu et joindre 1 fr. en timbres-poste.

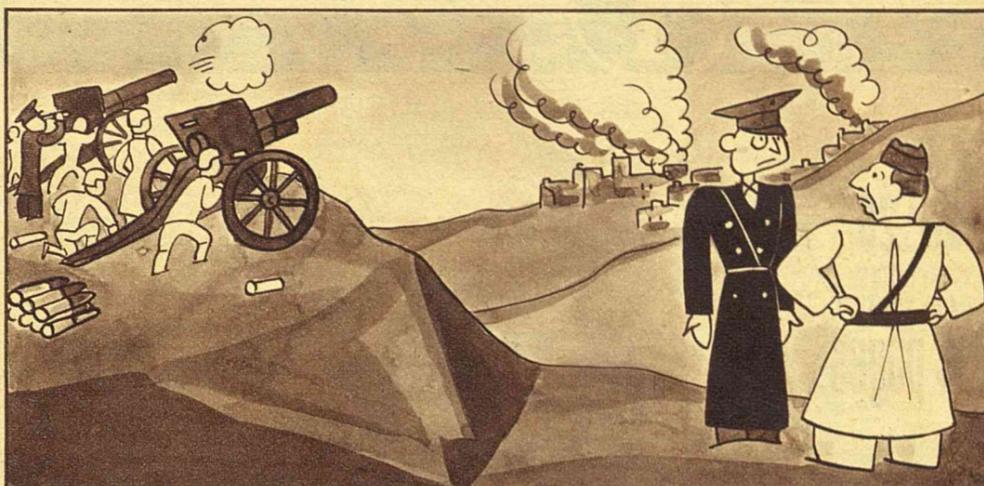
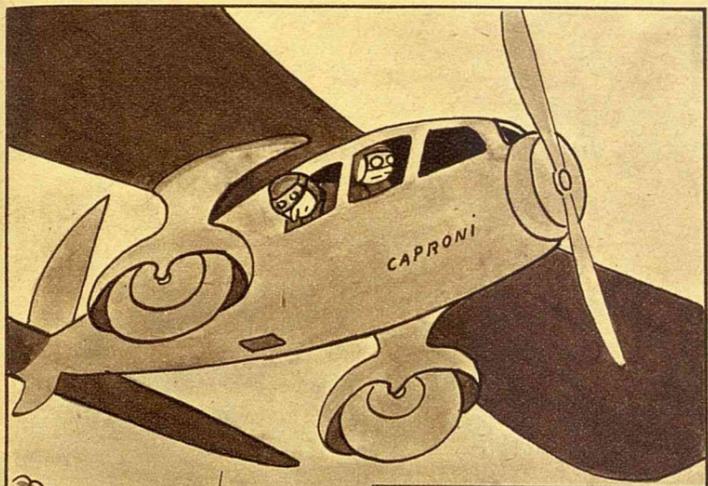
RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ
NOUVELLES ÉDITIONS REGARDS

SOCIÉTÉ ANONYME R. C. S. 257-566 B
89, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS - X
Téléphone : PROVENCE 52-13

Chèque postal : PARIS 1715-54
Les manuscrits non demandés ne seront pas rendus.

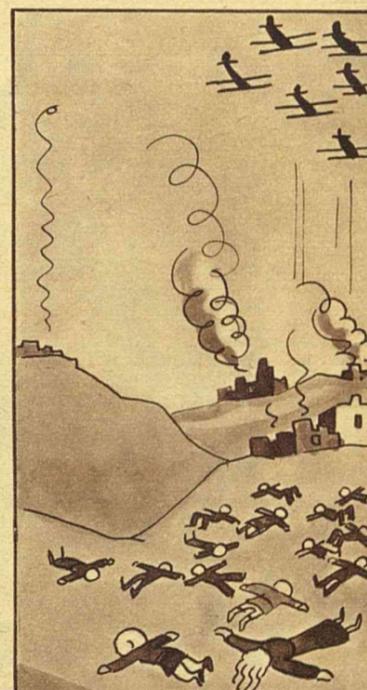
C'est "régulier"

par R. Dubosc



— On pourrait peut-être épargner la bibliothèque?

— Vous êtes fou! C'est rempli de matières inflammables de première qualité!



— L'hôpital est plus facile à atteindre que l'école, à cause de la croix rouge qui fait cible...

— Je tricote des cache-nez pour les Marocains de Franco, afin qu'ils supportent la campagne d'hiver.
— Moi, je leur tresse des chapeaux de paille pour l'offensive de printemps.



Les gentlemen de la Manche: — On ne nous fera pas jouer les Don Quichotte! Nous voyons très bien qu'il n'y a, là haut, que des moulins à vent!



— Dussé-je détruire toute l'Espagne, j'accomplirai ma mission sacrée: faire le bonheur de ma patrie.

regards

10
1 fr. 25
2 frs. BELGES
0.40 fr. SUISSE
24 pages

*Jean Gabin et Louis Jouvet, deux magnifiques
interprètes de Renoir.*



Un grand film français

de

JEAN RENOIR

"LES BAS-FONDS"

La crise anglaise
par PAUL NIZAN

DIPLOMATICUS
LÉON ARCHIMBAUD
ANDRÉ RIBARD
CHARLES VILDRAC
ALEXANDRE ZEVAES